

FAIRE AFFAIRE EN

ASIE DU SUD-EST

Guide à l'intention des exportateurs et des investisseurs canadiens



AVANT-PROPOS

Le guide *Faire affaire en Asie du Sud-Est* a été conçu pour vous aider à vous familiariser avec le marché de l'Asie du Sud-Est et la façon dont votre entreprise peut y faire affaire. Il porte sur de l'information de base et pratique, tout en vous proposant de nombreuses ressources qui vous aideront à planifier et exécuter votre stratégie d'exportation vers l'Asie du Sud-Est. Vous y apprendrez en outre à évaluer votre état de préparation à l'exportation, pourrez vous renseigner sur la façon de mener des recherches de base sur le marché, et vous renseigner sur la livraison des produits et les méthodes de paiement.

La région de l'Asie du Sud-Est est attirante en raison de la diversité des marchés et des occasions. Les entreprises canadiennes bénéficient d'une variété de points d'entrée selon leur stratégie d'affaires et leur avantage stratégique. Cependant, il faut beaucoup de temps et d'argent pour établir des relations et exécuter les activités de contrôle préalable nécessaires à la détermination de l'alignement de votre entreprise et de vos produits sur le marché de l'Asie du Sud-Est et ses consommateurs. La région est complexe, et les personnes inexpérimentées risquent de tomber dans de nombreux pièges. Si vous avez déjà de solides assises dans le domaine de l'exportation et que vous êtes prêt à vous engager sur le marché de l'Asie du Sud-Est, le marché pourrait par contre s'avérer très avantageux pour vous.

Le présent Guide est une compilation d'information appartenant au domaine public. Il ne vise pas à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Aucune mesure ou décision ne devrait être prise sans faire une recherche approfondie indépendante et sans obtenir des conseils d'un professionnel sur le dossier précis en question. Même si Exportation et développement Canada (EDC) a déployé des efforts raisonnables dans un contexte d'affaires pour s'assurer que les renseignements qui sont contenus dans le présent Guide étaient exacts à l'hiver 2011, EDC n'offre aucune garantie quant à leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité et ne fait aucune représentation à cet effet. Le présent Guide peut devenir, en tout ou en partie, périmé à tout moment. Il est de la responsabilité de l'utilisateur de vérifier les renseignements contenus dans le Guide avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par des inexactitudes, erreurs ou omissions liées à ces renseignements ou en découlant. Le présent Guide n'offre aucun conseil d'ordre juridique ou fiscal. Pour obtenir de tels conseils, il faut consulter un professionnel compétent.

ASIE DU SUD-EST

Guide à l'intention des exportateurs et des investisseurs canadiens

TABLE DES MATIÈRES

Le marché de l'Asie du Sud-Est	4	Malaisie	21	Thaïlande	38
Perspectives d'avenir	5	Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	22	Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	39
Conseils utiles pour faire affaire dans le marché de l'Asie du Sud-Est	5	Conjoncture de l'investissement	24	Conjoncture de l'investissement	40
Cambodge	7	Établir votre présence en Malaisie	24	Établir votre présence en Thaïlande	40
Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	8	Finances et fiscalité	25	Finances et fiscalité	41
Conjoncture de l'investissement	9	Aspects juridiques	25	Aspects juridiques	41
Établir votre présence au Cambodge	9	La livraison en Malaisie	26	La livraison en Thaïlande	42
Finances et fiscalité	9	Philippines	27	Vietnam	43
Aspects juridiques	10	Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	28	Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	44
La livraison au Cambodge	10	Conjoncture de l'investissement	30	Conjoncture de l'investissement	45
Indonésie	11	Établir votre présence aux Philippines	30	Établir votre présence au Vietnam	46
Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	12	Finances et fiscalité	31	Finances et fiscalité	46
Conjoncture de l'investissement	14	Aspects juridiques	31	Aspects juridiques	46
Établir votre présence en Indonésie	15	La livraison aux Philippines	32	La livraison au Vietnam	47
Finances et fiscalité	15	Singapour	33	Solutions d'EDC	48
Aspects juridiques	15	Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	34	Atténuation des risques	49
La livraison en Indonésie	16	Conjoncture de l'investissement	36	Cautionnement et garanties	49
Laos	17	Établir votre présence à Singapour	36	Soutien financier	49
Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens	18	Finances et fiscalité	36	Contacts et liens utiles	50
Conjoncture de l'investissement	19	Aspects juridiques	37		
Établir votre présence au Laos	19	La livraison à Singapour	37		
Finances et fiscalité	19				
Aspects juridiques	19				
La livraison au Laos	20				

LE MARCHÉ DE L'ASIE DU SUD-EST



L'Asie du Sud-Est est souvent éclipsée par les marchés BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) dans les discussions économiques, mais la région représente l'une des perspectives de commerce et d'investissement les plus prometteuses pour le Canada au cours des dix prochaines années. Avec une population d'environ 600 millions d'habitants, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) offre un marché de consommation diversifié qui rivalise avec celui de l'Inde ou de la Chine.

L'ANASE est constituée de dix pays membres : le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Le niveau de développement économique dans tous ces marchés offre divers attraits pour les entreprises étrangères, notamment de riches ressources naturelles, une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse et des industries en plein essor qui misent sur les exportations. La zone de libre-échange de l'ANASE fournit un accès à la grande économie régionale par l'intermédiaire des échanges commerciaux intra-asiatiques ainsi qu'un accès préféré à d'autres marchés grâce aux accords de libre-échange que l'ANASE a conclus avec la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. De plus, la région accueille des groupes de sociétés de renom qui ont des chaînes d'approvisionnement mondiales de grande envergure.

L'ANASE est la septième destination pour les exportations du Canada et elle offre plus de 15 % de croissance d'une année à l'autre. En 2012, les exportations canadiennes à destination de la région étaient d'environ 4.6 milliards de dollars, ce qui représente le double des exportations canadiennes à destination de l'Inde et probablement des échanges plus diversifiés qu'avec l'Inde ou la Chine. L'ANASE compte parmi ses membres des pays très avancés comme Singapour, dont le PIB par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat est estimé par le Fonds monétaire international à 57 505 USD, et des économies émergentes comme le Myanmar, dont le PIB par habitant est de 1 256 USD.

En 2012, pendant que de nombreuses économies occidentales étaient aux prises avec une faiblesse économique, si ce n'était pas carrément avec une récession, les économies asiatiques faisaient preuve de résilience car elles avaient déjà traversé leur propre crise financière il y a plus de dix ans. La crise financière asiatique qui a commencé en 1997 a forcé les pays de

l'Asie du Sud-Est à restructurer leur économie en abaissant la valeur de leur monnaie, en se débarrassant des industries inefficaces, en adoptant de meilleurs contrôles financiers, en coupant dans les dépenses publiques, en abandonnant les restrictions sur les mécanismes de marché libre et en s'ouvrant davantage à l'investissement étranger.

Selon le FMI, la part des pays avancés dans l'économie mondiale a chuté au cours de la dernière décennie et est passée d'environ trois quarts en 1998 à la moitié à peine en 2012. Par contre, la part des économies émergentes, incluant la plupart des pays de l'ANASE, est montée à plus de 40 % en 2012. Même si les pays de l'ANASE offrent des possibilités d'exportation et d'investissement dans un large spectre de secteurs, le présent guide se concentre sur les marchés les plus prometteurs que les entreprises canadiennes voudront probablement explorer.

Perspectives d'avenir

Exportation et développement Canada (EDC) considère l'Asie du Sud-Est comme l'une de ses régions stratégiques prioritaires, où la croissance économique et le développement dépasseront la moyenne mondiale au cours des prochaines années. De nouveaux débouchés apparaîtront dans toute la région pour l'investissement direct canadien et pour l'approvisionnement en biens et services dans les secteurs de l'infrastructure, du pétrole et du gaz naturel, de l'exploitation minière, de l'agro-alimentaire ainsi que des technologies de l'information et des communications.

Étant donné l'importance de la région, EDC a nommé un représentant permanent à plein temps dans la région, installé à Singapour, afin de faciliter la croissance du commerce et de l'investissement canadiens en Asie du Sud-Est. Pour obtenir les coordonnées du représentant, prière de consulter la page 50.

Conseils utiles pour faire affaire dans le marché de l'Asie du Sud-Est

Les conseils suivants s'appliquent dans la région de l'ANASE en général. Des renseignements plus précis pour chaque pays sont fournis aux chapitres les concernant.

- › Les relations personnelles sont encore essentielles pour faire des affaires dans la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est. Il peut souvent être plus important d'avoir de bons contacts que d'avoir une connaissance des principes économiques de base pour le gouvernement et les entreprises.
- › Une tierce partie, telle qu'un partenaire local dans une coentreprise, est souvent plus efficace pour mener des négociations et communiquer avec la bureaucratie locale.
- › La négociation est une habitude naturelle et une aptitude bien développée pour de nombreuses personnes en Asie du Sud-Est. Elles considèrent les concessions de la négociation comme une façon de nouer une relation d'affaires et d'évaluer l'intérêt. Voici quelques conseils pour favoriser la négociation.
 - › Ne précipitez pas le processus et ne manifestez pas votre impatience en cas de retard.
 - › Préparez une série de concessions c'est-à-dire des choses que vous êtes prêt à sacrifier pour obtenir de meilleures conditions pour d'autres aspects de la négociation.
 - › Dans certaines cultures, un contrat est simplement le reflet d'une relation d'affaires à un moment donné; attendez-vous à ce que les négociations continuent même après la signature d'un contrat.

- » Il est extrêmement important de « sauver la face » dans la plupart des marchés asiatiques; la critique et un comportement agressif peuvent donc être très dommageables à une relation d'affaires. Il vaut mieux passer par des partenaires ou des représentants locaux pour faire part de son désaccord.
- » La ponctualité est très importante dans certains pays membres de l'ANASE comme Singapour, mais elle peut ne pas avoir autant d'importance dans d'autres marchés. C'est une question de culture et le manque de ponctualité ne doit pas être considéré comme une impolitesse.
- » Une bonne partie de la population de l'Asie du Sud-Est est musulmane; il convient donc de vous renseigner sur les normes culturelles telles que l'interdiction de manger du porc et de boire de l'alcool. Évitez de vous croiser les jambes et de montrer la plante des pieds car il s'agit là d'une insulte dans beaucoup de cultures asiatiques.
- » Si vous prévoyez des visites et des rencontres dans un marché de l'Asie du Sud-Est, sachez que de nombreuses cultures accordent une attention spéciale aux congés pour fêtes religieuses, nationales et locales.
- » Les gens s'attendent à recevoir un cadeau au moment des présentations, mais le processus peut être assez compliqué.
 - » N'offrez pas d'alcool, de produits en cuir, d'objets coupants (couteaux ou ciseaux), de montres ou d'horloges. Évitez aussi d'offrir des objets qui font penser au chiffre quatre.
 - » Les cadeaux doivent être présentés dans des emballages élaborés aux couleurs vives. Il convient de ne pas les déballer et de les examiner plus tard, en privé.
 - » Les cadeaux doivent être présentés de la main droite. Lorsque vous recevez un cadeau, refusez-le d'abord poliment et ensuite acceptez-le de bonne grâce. Le refus d'un cadeau montre que la personne qui le reçoit n'est pas cupide, ce qui augure bien pour les négociations.



CAMBODGE



- › **Population** : 14 701 717 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Khmer 95 %, français, anglais.
- › **Principales importations** : Produits pétroliers, cigarettes, or, matériaux de construction, machinerie, véhicules moteur, produits pharmaceutiques.
- › **Exportations canadiennes** : Textiles, produits légumiers, machines et produits mécaniques.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Thaïlande 26,5 %, Singapour 25,1 %, Chine 15,3 % (2010).
- › **Climat** : Tropical; la mousson du sud-ouest dure de la mi-mai jusqu'à la mi-septembre et la mousson du nord-est, plus sèche et plus fraîche, dure du début de novembre jusqu'en mars.
- › **Monnaie** : Riel (KHR)
- › **Décalage horaire** : GMT + 7 heures. Le Cambodge n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au samedi, de 8 h à midi et de 14 h à 17 h.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au samedi, de 7 h à 17 h 30. Lunch et sieste de 11 h 30 à 14 h.

Comparé à bon nombre de ses voisins, le Cambodge est relativement sous-développé. Néanmoins, sa position géographique centrale, sa main-d'œuvre relativement bon marché et l'abondance de ses terres agricoles en font une destination qui peut être attrayante pour les investisseurs étrangers.

Le Cambodge est membre de l'ANASE et s'est joint à l'Organisation mondiale du commerce en 2004. Entre 2004 et 2007, sa croissance a été robuste, à environ 10 % par an, l'essentiel de ses revenus industriels provenant du secteur du vêtement. Au cours des dernières années, ce taux de croissance a chuté avec l'expiration de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements en 2007. L'industrie textile du pays fait maintenant face à une concurrence accrue de la part des autres producteurs à faibles coûts. Le gouvernement cambodgien souhaite diversifier l'économie et met l'accent sur d'autres secteurs qui, espère-t-il, offriront de nouvelles possibilités de croissance et d'emploi. Parmi ceux-ci, mentionnons l'agriculture, le tourisme et l'exploitation minière. La [Banque asiatique de développement](#) estime que le taux de croissance du Cambodge, qui a été de 6,5 % en 2011, sera de 6,4 % en 2012.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

EXPLOITATION MINIÈRE

Le Cambodge a des réserves exploitables de minerai de fer, d'étain, de cuivre et d'or, mais l'ampleur de sa richesse minière est mal connue étant donné qu'une bonne partie du pays n'a pas encore été explorée. En raison de son potentiel inexploité et du régime d'investissements miniers offert par le [ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie](#), qui permet une participation étrangère à 100 %, le Cambodge a attiré l'intérêt de quelques-unes des plus grandes sociétés minières internationales. De récentes découvertes de

charbon en quantités commerciales pourraient fournir au Cambodge une solution de rechange aux importations de combustibles fossiles. Le sable et le gravier sont exploités pour être utilisés dans des projets de remise en état dans les pays voisins comme Singapour.

AGRICULTURE

Le Cambodge a de grandes étendues de terres agricoles qui peuvent produire des quantités de riz, de coton, d'épices, de manioc et de caoutchouc suffisantes pour l'exportation. L'agriculture se pratique principalement au moyen de méthodes traditionnelles qui reposent sur la main-d'œuvre humaine et l'irrigation saisonnière. Par conséquent, la production n'est pas aussi élevée qu'elle pourrait l'être. Il est essentiel pour le développement de ce secteur d'attirer des investissements étrangers. Et il est encourageant de constater que depuis quelque temps, le [Conseil pour le développement du Cambodge](#) (CDC) approuve des flux importants d'investissements étrangers dans ce secteur. Le pays qui montre le plus d'intérêt est le Vietnam, voisin du Cambodge, mais des sociétés du Qatar et du Koweït et de la Chine ont entrepris des projets locaux. À mesure que l'agriculture cambodgienne deviendra plus efficace et se mécanisera à grande échelle, on verra croître la demande de machines et d'équipement de labour, de récolte et de traitement ainsi que de semences et d'engrais de qualité et de techniques agricoles avancées. Le [ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches](#) peut vous fournir de plus amples renseignements.

TOURISME

Avec des sites comme le célèbre Angkor Wat, le secteur touristique du Cambodge, soutenu par le [ministère cambodgien du Tourisme](#), offre une valeur extraordinaire qui permet aux touristes de profiter de centres de villégiature de luxe ou de faire de l'écotourisme. Le Cambodge a des plages immaculées, un grand nombre d'îles inhabitées, de vastes jungles et d'immenses rivières qui font partie des habitats les plus beaux et

les mieux préservés du monde. Même si Angkor Wat attire des foules de visiteurs, le reste du Cambodge a le potentiel pour susciter le même intérêt.

Les investisseurs ont commencé à remarquer le potentiel touristique du pays. D'après les statistiques, vingt projets de tourisme d'une valeur de 7,78 milliards d'USD ont été approuvés par le gouvernement en 2008. En raison de la crise financière mondiale, les investissements sont tombés à 3,98 milliards d'USD pour 13 projets en 2009, mais les autorités indiquent que le niveau d'investissement recommence à monter.

INFRASTRUCTURE

L'infrastructure du Cambodge est peu développée et certaines régions manquent de services adéquats d'électricité et d'approvisionnement en eau ainsi que d'un réseau de transport. La Chine a signé des accords de coopération avec le Cambodge en vue de lui fournir, au cours des cinq prochaines années, un nouveau financement d'envergure pour des projets d'infrastructure incluant la construction de ponts, de routes et de barrages hydroélectriques. L'un des principaux développements est le financement de la ligne ferroviaire Singapour-Kunming proposée depuis longtemps. Il s'agit d'un réseau de lignes nouvelles et restaurées qui traversera la péninsule malaise et reliera la province du Yunnan en Chine à Singapour.

Le faible niveau de main-d'œuvre cambodgienne qualifiée combinée au manque de sources locales de compétences en architecture, en génie et en construction signifie qu'il y a une forte demande de services dans ces secteurs, ce qui représente des débouchés pour les entreprises étrangères. Les entreprises qui pourront inclure une composante d'éducation et d'acquisition de compétences dans leur soumission ajouteront probablement un avantage à la négociation.

Le déficit en infrastructure au Cambodge empêchera le développement du pays pendant un certain temps, mais la modernisation des installations d'approvisionnement en électricité et en eau ainsi que des moyens de transport est une priorité absolue du [Conseil de réhabilitation et de développement](#). Un plus gros volume d'investissements étrangers pourrait permettre au gouvernement cambodgien d'accroître les dépenses en infrastructure. Des concessions de services de type construction-exploitation-transfert sont des possibilités envisageables, qui nécessiteraient des services de génie et de construction. Pour en savoir davantage sur les débouchés actuels, vous pouvez lire la publication [Invest in Cambodia](#), qui présente, deux fois l'an, une revue de l'actualité économique et du climat d'investissement ainsi que des mises à jour et des profils de chaque grand secteur commercial. Le financement d'institutions financières comme la [Banque mondiale](#) et la [Banque asiatique de développement](#) ainsi que l'aide étrangère provenant des gouvernements japonais et chinois jouent un rôle important dans le financement de projets d'infrastructure à grande et à petite échelle.

Conjoncture de l'investissement

La plupart des secteurs du Cambodge sont totalement ouverts à l'investissement étranger. Les exceptions sont les aéroports nationaux, les ports et le transport d'électricité. Les étrangers ne peuvent pas posséder de terres, mais la location de terres privées est possible et les droits sont entièrement protégés. En adhérant à l'OMC, le Cambodge s'est engagé à mettre en œuvre de nouvelles lois et règlements pour se conformer aux engagements de l'OMC, mais jusqu'à présent, les progrès sont lents. Le gouvernement du Cambodge a utilisé des concessions de services de type construction-exploitation-transfert pour faciliter de nouveaux investissements dans la construction de routes et d'autoroutes et le développement des aéroports provinciaux.

Comparativement aux autres pays de la région, le Cambodge n'a pas reçu beaucoup d'investissements étrangers. Au cours des dernières décennies, la plupart des investissements étaient destinés à l'industrie du vêtement où la main-d'œuvre est peu qualifiée. Depuis quelque temps, le Cambodge voit une augmentation plus rapide des investissements étrangers car le tourisme et l'agriculture suscitent un intérêt croissant. La Chine est devenue la plus grande source de l'investissement direct étranger, mais d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, dont le Vietnam et la Thaïlande, s'intéressent également de plus en plus au Cambodge.

Établir votre présence au Cambodge

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

L'utilisation d'un agent ou d'un distributeur est courante au Cambodge étant donné que ceux-ci connaissent bien les pratiques d'affaires et les exigences locales. Toutefois les exportateurs doivent être prudents et vérifier les compétences et la légitimité de ces personnes. Faites appel à un conseiller juridique pour rédiger des contrats en vous assurant que le droit de résiliation et le règlement des litiges y figurent. Consultez la section locale de la [Chambre de commerce du Cambodge](#) et la [Chambre de Commerce de Phnom Penh](#) pour que l'on vous aide à trouver des agents et des distributeurs de bonne réputation.

BUREAU DE REPRÉSENTATION ET SUCCURSALE

Un bureau de représentation est habituellement utilisé pour faire des études de marché, promouvoir des produits et trouver des sources locales de biens et de produits. Une succursale est utilisée pour les entreprises qui veulent exercer toutes les activités d'un bureau de représentation et également faire du commerce et exercer des activités permises de fabrication.

Les investisseurs qui souhaitent profiter des mesures incitatives à l'investissement offertes par le Cambodge pour les secteurs dont il fait la promotion doivent

présenter une demande au [Conseil pour le développement du Cambodge](#) et obtenir un certificat d'enregistrement conditionnel une fois que leur demande est approuvée. Les secteurs soutenus sont les suivants : agriculture et agro-alimentaire, fabrication, industries axées sur l'exportation, infrastructure, hôtels standards internationaux et activités de protection de l'environnement.

Finances et fiscalité

FINANCES

Le système bancaire du Cambodge se développe rapidement et le nombre de banques commerciales et d'institutions financières spécialisées du marché augmente rapidement. Le régime de réglementation évolue et a acquis plus de rigueur et de respect mais a encore du chemin à parcourir pour répondre aux normes internationales.

Il devient plus facile d'obtenir des prêts des banques commerciales, mais l'emprunt est soumis à des taux d'intérêt élevés. Les lettres de crédit sont fréquemment utilisées et sont tirées sur l'une des banques commerciales du Cambodge, y compris des banques étrangères qui ont des succursales au Cambodge.

Actuellement il n'y a pas de restrictions de change, mais les banques doivent signaler les transferts de 10 000 USD ou plus. Les investisseurs étrangers peuvent remettre librement les profits, les gains et le capital à la dissolution d'une société.

FISCALITÉ

Il existe un taux standard d'imposition des sociétés de 20 %, mais un taux préférentiel de 9 % est offert pour les investissements stipulés par le [Conseil pour le développement du Cambodge](#). Pour obtenir plus de détails, veuillez consulter le portail de l'investissement et la brochure [Investir au Cambodge](#) (en anglais).

Le [ministère de l'Économie et des Finances](#) a adopté une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) de 10 % en janvier 1999. La TVA s'applique à la « valeur taxable » des biens ou des services et elle est calculée à chaque stade de la production. L'inscription à la TVA est requise lorsqu'on met une entreprise sur pied.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le bilan du Cambodge en matière de protection des droits de propriété intellectuelle est, au mieux, mitigé. Bien qu'il soit théoriquement conforme aux engagements de l'OMC, le régime juridique du pays avance lentement pour mettre en œuvre la législation requise. La violation de la propriété intellectuelle est répandue; il convient donc d'être vigilant et de faire les efforts nécessaires pour réduire ce risque.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le système judiciaire du Cambodge s'améliore mais manque de transparence. On considère que les décisions manquent de logique et sont soumises à des influences extérieures. Un système d'arbitrage commercial a été établi par l'entremise du [Conseil d'arbitrage](#) et les parties étrangères ont indiqué qu'elles sont satisfaites de sa rapidité et de son équité, mais le système évolue encore.

MAIN-D'ŒUVRE

Le marché du travail cambodgien se débat pour fournir suffisamment d'emplois à une population active en forte croissance alimentée par un taux de natalité élevé. La population de main-d'œuvre éduquée et qualifiée est peu nombreuse; la majorité de la main-d'œuvre disponible n'a pas de formation postsecondaire ou professionnelle. À part dans l'industrie du vêtement, le salaire minimum n'est pas garanti par la législation. Quant au code du travail, bien qu'il donne aux travailleurs le droit de s'organiser

et de négocier collectivement, il souffre d'un manque d'application. Les interruptions de travail, pas très répandues, sont souvent des tentatives timides de la population qui veut faire respecter ses droits.

La livraison au Cambodge

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

Les produits importés au Cambodge doivent être accompagnés d'un formulaire de déclaration et des documents suivants :

- › connaissance
- › facture commerciale
- › liste d'emballage
- › formulaire d'assurance
- › rapport d'inspection de BIVAC, s'il y a lieu
- › autres documents, s'il y a lieu, tels que licences et certificats d'origine

Des frais de 40 USD sont facturés pour le dépôt des documents.

Les produits réglementés doivent être enregistrés auprès du département des normes industrielles et doivent porter une étiquette ou une marque émise par l'[Institut des normes du Cambodge](#). Prière de consulter l'Institut pour obtenir de plus amples renseignements.

Bien que ce ne soient pas tous les biens importés qui doivent porter une étiquette, le ministère du Commerce exige que les aliments aient des étiquettes conformes aux normes établies par [Camcontrol](#), la division du Ministère responsable des normes, c'est-à-dire que chaque étiquette doit indiquer :

- › le nom du produit
- › le nom et l'adresse du producteur
- › la source
- › la quantité

- › le numéro de lot et la date de production
- › la date d'expiration
- › les ingrédients
- › le mode d'emploi (s'il y a lieu)
- › le nom de l'autorité qui a délivré la licence (au besoin pour des produits locaux)

DROITS DE DOUANE

Le Cambodge a une fourchette tarifaire qui prévoit un taux de 0 % pour les marchandises exemptées telles que le matériel médical et le matériel pédagogique, de 7 % pour les produits primaires et les matières premières, de 15 % pour les biens d'investissement comme les machines et les équipements et les matières premières lorsque le Cambodge a des produits semblables. Un droit de douane de 35 % est perçu sur les produits finis, l'alcool, les produits du pétrole, les véhicules ainsi que les pierres et les métaux précieux. Veuillez consulter le [département général des Douanes et Accise du Cambodge](#) pour obtenir plus de détails.

NORMES

Le principal organisme responsable des normes du Cambodge est l'[Institut des normes du Cambodge](#). D'autres entités nationales administrent les normes dans des domaines de compétences particuliers comme le ministère de la Santé et le ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches. Le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie travaille à l'élaboration de certifications de produits pour se conformer aux exigences du Guide ISO/CEI 65.

INDONÉSIE



- › **Population** : 245 613 043 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Bahasa indonesia, un peu d'anglais et dialectes locaux.
- › **Principales importations** : Machinerie et équipement, produits chimiques, carburants et denrées alimentaires.
- › **Exportations canadiennes** : Engrais, pâte de bois et produits en papier, céréales, produits mécaniques et produits aéronautiques.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Chine 15,1 %, Singapour 14,9 %, Japon 12,5 %, É.-U. 6,9 % (2010).
- › **Climat** : Tropical; la mousson du sud-est dure de juin jusqu'en septembre et la mousson du nord-ouest dure de décembre jusqu'en mars.
- › **Monnaie** : Roupie indonésienne (IDR)
- › **Décalage horaire** : GMT + 7 heures. L'Indonésie n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au vendredi, de 8 h ou 9 h à 16 h ou 17 h.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h.

L'Indonésie, la plus grande économie de l'Asie du Sud-Est, est un vaste archipel qui s'étend de l'océan Indien à l'océan Pacifique. Elle a été en mesure d'aller à l'encontre de la tendance internationale et de poursuivre sa croissance pendant la crise financière mondiale de 2007-2008 grâce à la forte consommation interne de sa population de plus de 243 millions d'habitants. Une combinaison de mesures de stimulation budgétaire, de politiques monétaires et d'avantages provenant de la hausse des prix des produits de base en 2010 a permis à l'Indonésie de profiter d'un solide taux de croissance du PIB de 6 %, comparativement à 4,5 % en 2009. La Banque mondiale estime que le PIB de l'Indonésie devrait progresser de 6,1 % en 2012, après avoir affiché une croissance de 6,4 % en 2011.

Les réformes économiques, l'amélioration de la stabilité politique et économique ainsi que le renforcement du marché financier ont permis à l'Indonésie de passer au premier plan de l'ANASE en attirant de gros volumes d'investissements étrangers. Étant donné que l'on considère maintenant que l'Indonésie a de tellement bonnes perspectives de croissance, elle se classe à côté des économies du Brésil, de Russie, de l'Inde et de Chine dans la prochaine vague de superpuissances économiques.

Le Canada et l'Indonésie entretiennent depuis longtemps de solides liens commerciaux. En 2010, le Canada a exporté en Indonésie des biens et des services d'une valeur d'un milliard de dollars tandis que ses importations en provenance de ce pays ont été de plus de 1,25 milliard de dollars. On peut souligner en particulier les exportations et les investissements dans le secteur minier étant donné que les sociétés minières canadiennes jouent un rôle important dans le développement de la richesse minérale de l'Indonésie. Le total des investissements directs du Canada en Indonésie a été de 2,8 milliards de dollars en 2010, une hausse de 47 % depuis 2007.

Pour avoir un aperçu du gouvernement indonésien, des services publics, de la réglementation et des débouchés commerciaux, veuillez consulter le [Portail national de la République d'Indonésie](#) et le site Web du [Ministère du Commerce](#).

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

L'Indonésie est le plus grand marché d'exportation du Canada en Asie du Sud-Est; elle achète de grandes quantités de produits en vrac du Canada tels que de la pâte de bois, des céréales et des engrais ainsi que des produits manufacturés tels que du matériel et des machines d'exploitation minière et des technologies de télécommunication. Étant donné que l'on prévoit que l'économie indonésienne continuera d'avancer à grands pas, il y a maintenant un nombre croissant de secteurs industriels où les exportateurs et les investisseurs canadiens peuvent trouver de nouveaux débouchés. Parmi ceux-ci on peut mentionner l'infrastructure, le transport maritime et les ports, l'agroalimentaire, le pétrole et le gaz naturel, l'exploitation minière et l'électricité.

INFRASTRUCTURE

Malgré les progrès économiques de l'Indonésie, son infrastructure est encore sous-développée et est nettement en retard par rapport à celle de bon nombre de ses voisins et concurrents. Les analystes de marchés, dont ceux de Morgan Stanley, de Goldman Sachs et de la Banque asiatique de développement, font remarquer que les carences de l'infrastructure indonésienne augmentent les coûts de production, d'expédition et de transport dans tout le pays et limitent la croissance régionale. Moins de la moitié de la population d'Indonésie a accès au réseau électrique et près d'un tiers n'a pas l'eau courante. La densité routière est l'une des plus faibles de l'Asie du Sud-Est et le nombre de lignes ferroviaires est le tiers de celui de Thaïlande, même si l'Indonésie est deux fois plus grande. En raison des progrès du développement industriel et de la dissémination accrue de la population dans de nombreuses îles de l'archipel, l'Indonésie doit améliorer son infrastructure dans les secteurs des transports, de la production et du transport d'énergie, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des télécommunications.

L'Indonésie prévoit construire 20 000 kilomètres de routes, ajouter 15 000 mégawatts de production d'électricité et doubler les dépenses consacrées aux ports et aux aéroports d'ici 2014. Voilà des secteurs de l'infrastructure qui correspondent bien aux forces du Canada sur le plan de l'approvisionnement et de la technologie. Le [Bureau de coordination des investissements d'Indonésie](#) prévoit que le pays aura besoin de 150 milliards d'USD entre 2011 et 2014 pour atteindre ses objectifs de développement. D'autres observateurs, comme Morgan Stanley, ont remarqué qu'étant donné la croissance rapide des exportations du pays et de l'économie nationale, l'Indonésie a maintenant la capacité nécessaire pour augmenter ses dépenses d'infrastructure jusqu'à 250 milliards d'USD entre 2011 et 2015.

TRANSPORT MARITIME ET PORTS

La capacité portuaire de l'Indonésie est gravement limitée : elle ne peut répondre à la demande actuelle, et encore moins aux besoins futurs. Des navires désuets ayant une faible capacité de transport, des systèmes de réfrigération inadéquats et des systèmes de logistique moribonds pour le chargement et le déchargement des marchandises constituent la majeure partie de l'infrastructure de transport naval de l'archipel.

L'agence indonésienne de planification du développement (BAPPENAS) a établi un plan d'agrandissement des terminaux à conteneurs afin d'accroître leur capacité. Jusqu'à 41 nouveaux traversiers et 60 terminaux fluviaux doivent être construits en plus des 25 traversiers et 17 terminaux fluviaux qui seront restaurés. Il y aura une forte demande d'équipements de construction et de dragage ainsi que de services de génie requis pour agrandir les installations portuaires.

Afin d'améliorer l'accès au transport par voie d'eau dans l'est de l'Indonésie, de nouveaux bateaux, camions et bateaux-bus innovants seront mis en service. On prévoit une utilisation accrue de traversiers rouliers qui peuvent transporter des marchandises, des véhicules et des passagers. Tout cela représente pour les exportateurs canadiens des débouchés en approvisionnement de machines et équipements ainsi que de services logistiques destinés à gérer la circulation et à accélérer le transport.

AGRICULTURE, ALIMENTS ET BOISSONS

Les exportations de produits agricoles canadiens en Indonésie se sont très bien portées au cours des dernières années. Les exportations de blé, de céréales, de semences, de produits laitiers et de légumes-racines ont toutes connues une augmentation en volume d'une année à l'autre. Le marché indonésien pour les produits crus et les aliments transformés devrait s'élargir de plus en plus car l'appréciation de nouvelles saveurs et le pouvoir d'achat évoluent dans toute la

population du pays qui s'urbanise rapidement. Les achats de produits de détail en supermarché et les achats de plats préparés vont devenir une partie importante des habitudes de consommation des Indonésiens.

L'élargissement du marché des aliments et des boissons devrait se poursuivre au cours des prochaines années en raison de la croissance économique constante et de la hausse des revenus. Il s'agit d'un marché immense dont la valeur était de quelque 51 milliards d'USD en 2010. Les exportateurs canadiens devraient prendre note qu'étant donné que la population d'Indonésie est principalement musulmane, les produits alimentaires halal sont ceux qui ont le plus de succès.

L'objectif du [ministère indonésien de l'Agriculture](#) est de faire de l'Indonésie un important producteur et exportateur de plusieurs récoltes, dont le riz, le sucre, le café, le maïs et l'huile de palme. Cet objectif ouvre de nouveaux débouchés pour les fournisseurs Canadiens de machines et équipements servant à la récolte, à la transformation et au stockage des aliments, ainsi qu'à la réfrigération et à l'emballage.

Les investisseurs canadiens devraient prendre note que l'Indonésie a haussé les limites de propriété étrangère dans le secteur agricole en permettant aux étrangers de détenir jusqu'à 49 % des sociétés dans l'industrie des plantations. Jusqu'à tout récemment, l'agriculture indonésienne a été dominée par des petites exploitations familiales ayant un taux de productivité plutôt faible et des gains d'efficacité réduits. L'ensemble de l'industrie souffre d'un manque d'intrants cruciaux tels que des semences à haut rendement ainsi que des équipements et des technologies de récolte et de transformation. L'ouverture du secteur à plus d'investissements étrangers permet l'introduction de grandes plantations plus efficaces, d'une mécanisation accrue et de techniques agricoles avancées, que les investisseurs canadiens devraient avoir l'expérience de fournir.

PÉTROLE ET GAZ NATUREL

Bien que l'Indonésie ait déjà été membre de l'OPEP, ses exportations ont diminué car sa capacité de production a été réorientée pour satisfaire la demande intérieure. La plupart des puits d'Indonésie arrivés à maturité sont au-delà de la production de pointe. Pour autant que le prix du pétrole demeure suffisamment élevé pour être économiquement viable, l'objectif de l'Indonésie est de remettre en état des vieux puits et des puits fermés et d'utiliser des technologies et de l'équipement de pointe pour la récupération du pétrole afin d'accroître la production. Le pays souhaite aussi promouvoir les activités d'exploration en eau profonde.

L'Indonésie est dans une bien meilleure position en ce qui concerne le gaz naturel puisqu'elle a des réserves nettement plus importantes que celles de pétrole. L'Indonésie accuse un retard par rapport aux autres pays dans son utilisation du gaz naturel, ce qui est partiellement attribuable à son espace géographique composé de milliers d'îles, qui rend la distribution difficile et coûteuse. Le gouvernement a annoncé des plans d'installation de trois terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) à Medan, à Java Ouest et à Java Est ainsi que l'implantation d'une infrastructure et de réseaux de distribution dans la région.

En 2010, l'Indonésie a importé pour 1,1 milliard d'USD de matériel d'exploitation pétrolière et gazière et elle en importera probablement davantage à l'avenir. Les débouchés abonderont pour les exportateurs canadiens de services et de matériel d'exploitation pétrolière et gazière, notamment de matériel de forage, d'instruments de contrôle et de surveillance des puits, de services de génie et de services de géophysique. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les sites Web de [Pertamina](#), la société pétrolière et gazière de l'État, et de [BPMigas](#), l'organe de réglementation des activités en amont du secteur pétrolier et gazier.

EXPLOITATION MINIÈRE

Avec de vastes réserves de charbon, de nickel, d'étain, d'or et de cuivre, le secteur minier de l'Indonésie est prêt pour une croissance rapide. Les importations indonésiennes d'équipement minier ont été d'un milliard d'USD en 2010 et des études du secteur prévoient que le marché devrait croître de 10 % d'ici 2012. Des sociétés canadiennes d'exploitation minière et de génie ont établi une présence en Indonésie, où elles jouissent d'une bonne réputation pour leurs excellentes normes environnementales et leurs pratiques équitables. Les sociétés qui vendent au marché indonésien ne devraient pas seulement cibler les opérations minières indonésiennes, mais aussi les nombreuses entreprises qui fournissent des services miniers à contrat. Des débouchés peuvent également résulter de la nouvelle exigence imposée par le [ministère de l'Énergie et des Ressources minérales de la République d'Indonésie](#) aux sociétés minières indonésiennes de construire des fonderies pour traiter le minerai extrait.

De récents changements apportés à la législation minière ont ouvert quelque peu le secteur à l'investissement étranger, mais les conditions imposées pour obtenir une licence et une approbation d'exploitation ne sont pas nécessairement idéales. Les entreprises étrangères peuvent obtenir une licence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert et elles peuvent détenir 100 % des actions. Cependant, les soumissionnaires retenus doivent se départir de 51 % des titres au profit d'une participation locale indonésienne à la fin des cinq premières années d'exploitation d'une mine et de leur totalité après dix ans. Les gouvernements locaux et les groupes communautaires ont également été dotés d'un plus grand rôle dans l'octroi des permis et des licences et dans la surveillance des activités. Le manque de mécanismes de réinstallation pour les populations qui doivent quitter les zones destinées à l'exploitation minière a retardé des projets et frustré des sociétés minières. Un projet de loi sur l'acquisition de terres est à l'étude et pourrait atténuer les difficultés.

L'Indonésie est le plus grand exportateur de charbon après l'Australie. La production de charbon est une priorité réelle du gouvernement qui veut stimuler les exportations et alimenter la production intérieure d'électricité de façon à atteindre les objectifs fixés pour 2014. Des rapports récents indiquent que l'Indonésie envisage d'interdire les exportations de charbon de faible qualité après 2014, d'encourager l'amélioration du pouvoir calorifique du charbon de qualité inférieure et de créer une production à plus grande valeur ajoutée en Indonésie. Les investisseurs canadiens qui souhaitent pénétrer le secteur minier de l'Indonésie peuvent s'attendre à travailler avec des autorités nationales avisées et expérimentées telles que BKPM, le [Conseil de coordination de l'investissement en Indonésie](#), et ils devront se conformer à des normes rigoureuses en ce qui concerne les évaluations environnementales, les plans de remise en état et la coordination communautaire.

ÉLECTRICITÉ

Le gouvernement indonésien estime que le secteur de l'électricité du pays à lui seul aura besoin d'un nouvel investissement de 50 milliards d'USD pour régler le problème des pénuries chroniques. Une bonne partie de ce financement serait consacrée à de l'équipement, à des services de génie et à de l'expertise technique. En 2010, le pays a importé pour 809 millions d'USD de matériel d'alimentation électrique provenant principalement de Chine, de Singapour, des États-Unis et d'Europe. Le marché est concurrentiel, mais les entreprises canadiennes peuvent trouver des moyens de fournir des transformateurs, des pièces et des composants électriques ainsi que des technologies propres.

Une partie de l'investissement planifié du secteur doit venir de la société d'État productrice d'électricité, [PT Perusahaan Listrik Negara](#) (PLN), qui a entrepris un programme accéléré en deux phases afin d'accroître la capacité de production, de transport et de distribution de l'électricité dans tout le réseau des îles du pays.

La première phase du programme était pratiquement terminée au milieu de 2011 et la deuxième phase doit commencer en 2012. Cette phase, qui coûtera 17,3 milliards d'USD, établit un objectif de 10 000 MW de nouvelle production électrique d'ici 2018, la priorité étant accordée aux projets d'énergie renouvelable. Le programme comprend la construction de plusieurs centrales électriques par PLN. Par l'entremise de la Direction générale de l'électricité d'Indonésie du [ministère de l'Énergie et des Ressources minérales](#), le gouvernement a également créé un fonds d'investissement vert d'un milliard de dollars pour des projets d'énergie renouvelable.

Conjoncture de l'investissement

La plupart des secteurs de l'économie indonésienne sont totalement ouverts à l'investissement étranger, mais il y en a quelques-uns, comme ceux des télécommunications et de l'agriculture, où il existe encore des restrictions. La loi de 2007 sur l'investissement établit des directives générales pour l'investissement ainsi qu'une [liste négative des investissements](#), révisée en 2010, qui indique les limites de la participation étrangère dans certains secteurs. Le [Bureau de coordination de l'investissement d'Indonésie](#), ou BKPM, est responsable de l'examen et de l'approbation de la plupart des propositions d'investissement. Il fait également la promotion des possibilités d'investissement et facilite même des services de jumelage. Les investisseurs canadiens intéressés par l'Indonésie devraient consulter le site Web de BKPM pour avoir accès au Guide d'investissement en Indonésie, à la réglementation et aux politiques sur l'investissement ainsi qu'aux formulaires de demande de licence. Le [Service des délégués commerciaux du Canada](#) dans le marché indonésien peut vous guider dans le processus d'investissement.

Établir votre présence en Indonésie

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Selon la réglementation officielle, les exportateurs qui souhaitent vendre dans le marché indonésien doivent nommer un agent ou un distributeur indonésien qui est inscrit auprès de la Direction du développement commercial et de l'enregistrement des sociétés au [ministère indonésien du Commerce](#). Le premier contrat avec un agent ou un distributeur est habituellement conclu pour une durée de six mois ou plus et l'annulation peut être un processus difficile et complexe. Dans le marché indonésien, les agents et distributeurs sont absolument nécessaires pour s'y retrouver dans les nuances culturelles et les incohérences des procédures imposées par le gouvernement. De nombreux arrangements peuvent être faits avec les agents et les distributeurs, dont un bon nombre représentent plus d'un fabricant à la fois.

BUREAU DE REPRÉSENTATION

Pour une première percée sur le marché indonésien, les entreprises canadiennes veulent peut-être envisager l'ouverture d'un bureau de représentation, qui ressemble de très près à un bureau de liaison. Seule une entité juridique officielle peut ouvrir un bureau de représentation. Il faut que ce soit un Indonésien ou un expatrié et le bureau ne peut exercer certaines activités comme signer des contrats de vente, percevoir des paiements, effectuer des transactions et d'autres activités commerciales connexes.

Un conseiller juridique qui a bonne réputation peut vous aider à voir clair dans le processus d'obtention du statut d'entité juridique en Indonésie.

PRÉSENCE DE L'ENTREPRISE

Les investisseurs étrangers les plus expérimentés entrent souvent sur le marché en établissant une société indonésienne à responsabilité limitée (appelée en anglais « PMA »). Bien que l'option de se lancer de façon autonome à titre de société détenue de façon exclusive à 100 % existe, les observateurs et investisseurs expérimentés recommandent aux petites et aux moyennes entreprises de travailler avec un partenaire indonésien, qui peut les aider à se frayer un chemin à travers les méandres de la bureaucratie. Les investisseurs des secteurs des industries extractives ainsi que du pétrole et du gaz naturel doivent savoir que les échelons locaux de gouvernement ont beaucoup à dire dans le processus de prise de décision et qu'il est donc très important d'établir de bonnes relations et des communications ouvertes avec les autorités et les associations locales.

Finances et fiscalité

FINANCES

L'Indonésie a un système bancaire sain et stable doté de banques commerciales nationales et internationales présentes dans tout le pays. La roupie indonésienne est librement convertible, mais les fonctions de change liées au commerce extérieur ne peuvent être exercées que par les banques qui ont une cote de crédit qui leur a été donnée par une agence de notation bien connue. Il n'y a aucune restriction sur le rapatriement de capitaux ou de profit, bien que ces transactions doivent être signalées.

FISCALITÉ

Le [ministère des Finances de l'Indonésie](#) a progressivement réduit le niveau d'imposition des sociétés applicable aux entreprises étrangères, le taux étant tombé à 25 % en 2010. D'autres réductions peuvent

être offertes aux PME ainsi qu'aux entreprises qui investissent dans des secteurs ciblés. Vous devriez consulter le [BKPM](#) et un spécialiste de l'impôt indonésien pour déterminer les règles qui s'appliquent à votre investissement.

Aspects juridiques

Les efforts déployés par l'Indonésie pour combattre la corruption ont eu un certain succès, principalement grâce à la [Commission indonésienne d'éradication de la corruption](#) (KPK), l'entité publique responsable de la campagne de lutte contre la corruption. À mesure que les avantages de l'investissement étranger deviendront plus évidents et que la prospérité croissante anéantira le recours aux activités illicites, la corruption devrait devenir de moins en moins problématique. L'environnement de réglementation semble vague et déroutant, mais le gouvernement indonésien fait de plus en plus d'efforts pour réviser le régime de réglementation et apporter de la clarté et de la transparence aux règles et règlements du pays.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le piratage et la contrefaçon persistent en Indonésie. La violation des droits de propriété des logiciels et des droits d'auteur liés aux médias est problématique tout comme la contrefaçon de produits pharmaceutiques et de biens de consommation. Les investisseurs étrangers et indonésiens se plaignent du fait que le régime de réglementation manque de substance, que son application est inadéquate et que le système judiciaire est inefficace. Les États-Unis ont mis l'Indonésie sur leur liste de surveillance prioritaire spéciale 301 en 2009. Les investisseurs et les exportateurs étrangers devraient maintenir une vigilance constante pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle et en empêcher la violation.

Les entreprises étrangères qui n'ont pas de présence juridique en Indonésie doivent recourir à un avocat ou à un agent indonésien pour enregistrer leur propriété intellectuelle auprès des autorités. L'autorité gouvernementale pour l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle est la [direction générale des droits de propriété intellectuelle](#).

MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre indonésienne est abondante et relativement bon marché par rapport à la moyenne mondiale, mais il y a une pénurie flagrante de travailleurs ayant la formation et les compétences requises pour répondre à la demande de l'industrie. La législation du travail est complexe et onéreuse et comporte de sérieuses restrictions en matière de cessation d'emploi ainsi que d'utilisation d'expatriés, de personnel à contrat et de sous-traitants. Même s'il existe un contrat signé, il est courant en Indonésie de demander de renégocier des modalités d'emploi et souvent les tribunaux ne tiennent pas compte des ententes écrites afin de se ranger du côté des parties locales. Les manifestations ouvrières ont anéanti les efforts du gouvernement indonésien visant à modifier les lois pour mieux attirer l'investissement étranger.

La livraison en Indonésie

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

L'importation de biens en Indonésie exige une vérification des documents qui les accompagnent et une inspection physique. Les importateurs doivent être enregistrés auprès de la [Direction générale des douanes et accise](#) et doivent présenter un formulaire de déclaration en douane accompagné des documents suivants :

- 1) facture commerciale
- 2) certificat d'origine
- 3) connaissance aérien ou maritime
- 4) liste d'emballage
- 5) attestation d'assurance

Veuillez noter que le site Web de la Direction générale des douanes et accise n'existe ni en anglais ni en français. Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements auprès du [Ministère des Finances](#).

D'autres documents peuvent être requis pour des types particuliers de produits tels que des aliments, des médicaments, des produits agricoles et des produits chimiques.

DROITS DE DOUANE

L'Indonésie a un régime de droits de douane très complexe étant donné que les tarifs varient de zéro à plus de 100 % en fonction des catégories de marchandises et de leur origine. L'Accord de libre-échange de l'ANASE prévoit des tarifs se situant entre 0 et 5 % pour tous les biens à l'exception de ceux qui se trouvent sur une liste d'exclusion. Une taxe à la valeur ajoutée (TVA) de 10 % s'applique également à la plupart des biens et des produits importés. Les exportateurs canadiens devraient consulter des experts indonésiens qualifiés.

NORMES

Le développement des échanges commerciaux de l'Indonésie avec d'autres pays a entraîné une plus grande conformité aux normes de production établies pour les produits et les services. L'[Agence nationale de normalisation d'Indonésie](#) a la responsabilité de fournir une orientation pour l'élaboration et l'application de normes nationales.

LAOS



- › **Population** : 6 477 211 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Laotien, plus un peu de français et d'anglais.
- › **Principales importations** : Machinerie et équipement, véhicules, carburant et biens de consommation.
- › **Exportations canadiennes** : Machinerie et appareils mécaniques; matériel électrique, matériel audiovisuel.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Thaïlande 65,6 %, Chine 14,6 %, Vietnam 6,6 % (2010).
- › **Climat** : Tropical; la mousson dure de mai jusqu'en novembre et la saison sèche dure de décembre jusqu'en avril.
- › **Monnaie** : Kip (LAK)
- › **Décalage horaire** : GMT + 7 heures. Le Laos n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au vendredi, de 8 h à midi et de 13 h à 16 h.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au vendredi, de 8 h à 11 h 30 ou midi et de 13 h à 17 h.

Le Laos est un pays enclavé bordé à l'est par le Vietnam, à l'ouest par la Thaïlande, au sud par le Cambodge et au nord par la Chine et le Myanmar. Le pays est engagé dans une transition très graduelle vers une économie de marché et s'efforce d'accroître ses échanges commerciaux et ses activités d'investissement. Sa base économique réduite et son marché intérieur restreint de seulement 6,8 millions d'habitants signifient que le Laos est loin derrière ses voisins du point de vue du développement.

L'agriculture de subsistance du Laos emploie la majeure partie de la population active et fournit l'essentiel de son produit intérieur brut. Le pays possède d'importantes ressources minérales qui n'ont pas encore été mises en valeur. Il possède également un potentiel appréciable en ce qui concerne le bois d'œuvre et l'hydroélectricité, surtout dans les régions fortement forestières et montagneuses. En 2011, le Laos a connu une forte croissance de son PIB (8 %) grâce à de nouveaux investissements dans l'exploitation minière et l'hydroélectricité. La Chine a commencé à accroître ses investissements au Laos ces dernières années. En tant que partie intégrante du programme de la grande sous-région du Mékong, le Laos vise à passer d'un état de pays enclavé à celui de pays associé en travaillant en collaboration avec la Chine, le Cambodge, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam, et en profitant ainsi de sa situation stratégique au cœur de la région du Mékong.

Les échanges commerciaux entre le Canada et le Laos sont très limités. Les exportations du Canada dans ce pays ont totalisé moins de 2,7 millions de dollars en 2010, principalement dans les secteurs des mines et des télécommunications. Les importations canadiennes venant du Laos ont totalisé 8 millions, presque exclusivement en tissus et en vêtements.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE

Le Laos se voit comme un fournisseur d'énergie régional. Ses riches ressources d'énergie hydraulique et sa faible demande intérieure lui permettent d'exporter de l'énergie. Sa production d'hydroélectricité a doublé ces dernières années, ce qui lui a permis de devenir un exportateur net d'électricité, principalement en Thaïlande. Une bonne partie des revenus d'exportation ainsi produits est consacrée au développement et à l'infrastructure. Divers projets sont en cours tels que le projet de centrale hydroélectrique Xekaman I qui, une fois terminé en 2014, ajoutera 322 MW au réseau électrique du pays. Cette construction fait partie d'un projet en plusieurs étapes qui pourrait ajouter jusqu'à 2 000 MW au réseau laotien. En outre, le projet Xayaburi, un projet hydroélectrique de 3,5 milliards d'USD sur le bas-Mékong, pourrait, une fois que les questions environnementales auront été réglées, ajouter 1 260 MW à la capacité d'exportation.

Le potentiel de développement du secteur énergétique du Laos verra croître la demande d'équipements, de pièces et de composants pour la production, la surveillance et le transport de l'électricité. Ce développement donnera également lieu à une augmentation de la demande de services d'ingénierie et de construction ainsi que de la demande d'expertise en matière d'évaluation et de régénération environnementales.

EXPLOITATION MINIÈRE

La montée des prix mondiaux des produits de base a stimulé l'intérêt pour l'exploitation minière au Laos, laquelle a augmenté de 19 % en 2010. Le cuivre et l'or sont les principales exportations, mais il y a également

des gisements importants d'argent, de bauxite et de charbon. Le potentiel minier du Laos est peut-être le moins connu de l'Asie du Sud-Est, mais il présente des caractéristiques géologiques similaires à celles des pays voisins où l'activité minière a connu une croissance exponentielle ces dernières années.

Le [ministère de la Géologie et des Mines](#) estime qu'actuellement, quelque 152 sociétés minières nationales et internationales sont à l'œuvre dans le pays. Outre la demande en équipement d'extraction et de traitement, il existe un besoin en services de géophysique, de métallurgie et d'évaluation environnementale.

Les investisseurs devraient noter que le Laos a imposé un moratoire sur les nouveaux permis d'exploration minière pendant qu'il travaille à se doter de nouvelles normes de mise en œuvre. Cela fait partie de la mise à jour promise de sa loi sur l'exploitation minière qui est prévue pour 2012-2013. Les exportateurs et les investisseurs intéressés devraient faire régulièrement le point sur la situation en s'adressant au ministère de la Géologie et des Mines.

TOURISME

Le Laos a vu entrer en 2010 plus de 2,5 millions de visiteurs attirés par la beauté de ses paysages luxuriants et accidentés. Comme industrie, le tourisme ne le cède qu'à l'exploitation minière comme source de devises étrangères. Le [ministère du Tourisme](#) essaie de faire en sorte que le Laos se démarque de ses concurrents régionaux en faisant la promotion de son environnement naturel vierge comme d'un avantage recherché pour l'écotourisme. Environ 21 % du pays ont été réservés comme zone de conservation et de préservation de l'habitat en plus de quelque 14 parcs nationaux.

ENVIRONNEMENT

Malheureusement, le Laos a connu une dégradation importante de son territoire en raison de coupes forestières massives et de techniques d'exploitation minière sauvages dans le passé. Il en résulte des possibilités d'exportation de services dans le secteur de l'environnement, notamment pour la restauration des sites, la gestion forestière, le traitement des résidus miniers et le traitement des eaux usées. On peut se renseigner auprès des agences de développement international sur des projets financés par des donateurs.

Le Laos dépend fortement de l'aide internationale au développement. Des organismes multilatéraux, notamment la [Banque mondiale](#) et la [Banque asiatique de développement](#), y assurent la promotion de projets en éducation, en santé, en énergie et en agriculture, en plus de fournir de l'aide à des développements infrastructurels divers. Les débouchés possibles concernent notamment les services d'experts-conseils, les soumissions et la fourniture d'expertise et de services techniques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les débouchés, veuillez consulter le [ministère de la Planification et de l'Investissement – Direction de la promotion de l'investissement](#).

Conjoncture de l'investissement

Le Laos s'est joint à l'ANASE en 1997 et il prépare actuellement sa candidature pour sa demande d'entrée à l'OMC. Le Laos ouvre sa porte aux investissements étrangers, mais son infrastructure est vétuste et sa capacité industrielle réelle s'en ressent. Le Laos ne possède pas de code juridique commercial suffisamment développé qui l'aiderait à stimuler le développement de son secteur privé et faciliterait ses échanges avec l'extérieur. Étant donné le niveau élevé de corruption perçue, le marché est mal coté dans les évaluations internationales en ce qui concerne la transparence et la facilité d'y faire des affaires.

Pour attirer des investisseurs, le gouvernement accorde des incitatifs à l'investissement étranger dans certains secteurs choisis, dont l'agriculture, la foresterie, les industries ayant recours à la technologie moderne, les initiatives environnementales et de biodiversité, l'infrastructure et le tourisme. Les investisseurs étrangers ont toute la latitude voulue pour rapatrier les revenus et les profits réalisés au Laos; toutefois, dans la pratique, il peut être difficile d'obtenir de grandes quantités de devises étrangères auprès des banques du pays. Le [ministère de l'Investissement national et étranger](#) du Laos présente, en ligne, un guide d'affaires détaillé, des renseignements sur les procédures de démarrage d'une entreprise, un aperçu du pays, des renseignements sectoriels et beaucoup d'autres informations.

Établir votre présence au Laos

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Bien qu'il existe au Laos de nombreuses entreprises d'import-export prêtes à remplir un rôle d'agent ou de distributeur, peu d'entre elles sont en mesure d'assurer des services de représentation ou de distribution à grande échelle en raison de l'absence d'un réseau routier bien développé. Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à la [Chambre de commerce et d'industrie nationale du Laos](#).

PRÉSENCE DE L'ENTREPRISE

Les investisseurs étrangers peuvent investir au Laos dans le cadre d'un contrat d'investissement d'entreprise, d'une coentreprise ou d'une entreprise à propriété exclusive. Un bureau de représentation peut être établi pour recueillir de l'information, mener des études de faisabilité et coordonner les activités d'établissement d'un dossier d'investissement. Le [Service des délégués commerciaux du Canada](#) à Bangkok, en Thaïlande, peut guider les investisseurs canadiens désireux d'explorer le Laos.

Finances et fiscalité

FINANCES

Le Laos ne possède pas un système bancaire très développé et on n'y trouve que quelques banques nationales et étrangères. Les banques du pays sont considérées comme peu capitalisées et ayant une forte proportion de prêts non productifs. Les exportateurs et les investisseurs canadiens devraient autant que possible mener leurs échanges et leurs investissements sur la base de lettres de crédit tirées sur des banques connues et bien établies.

FISCALITÉ

Le Laos offre aux investisseurs étrangers approuvés un taux d'imposition incitatif de 20 % alors que le taux d'imposition général est de 35 %. Une autre mesure incitative est la réduction de 1 % des droits de douane sur les importations de biens d'équipement et de pièces de rechange.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Laos permet l'enregistrement de marques de commerce auprès de l'organisation de la Science, de la Technologie et de l'Environnement. Toutefois, les Canadiens auront intérêt à consulter préalablement un conseiller juridique spécialiste de ce domaine.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La loi sur l'investissement étranger du Laos permet aux parties à un différend de recourir à l'arbitrage soit d'un organe laotien, soit d'un équivalent étranger. Dans la pratique, les parties auront intérêt à recourir aux services d'un organe d'arbitrage étranger étant donné que ceux de l'organe laotien en la matière sont considérés comme peu efficaces.

MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre est très bon marché au Laos comparativement au reste de l'Asie du Sud-Est. Le gouvernement laotien a annoncé qu'il augmenterait les salaires dans un proche avenir pour aider les travailleurs à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Des syndicats peuvent être créés, mais seulement sous le contrôle de la Fédération des syndicats du Laos. Il n'y a pas beaucoup de travailleurs qualifiés et éduqués au Laos et cela constitue un handicap majeur pour le développement économique du pays.

La livraison au Laos

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

L'importation de biens au Laos exige l'établissement en trois exemplaires d'un formulaire de déclaration en douane accompagné des documents suivants :

- › contrôle de fret ou de transport (3 copies)
- › notification du transporteur (2 copies)
- › facture (2 copies)
- › permis et autorisations pertinents (2 copies)
- › certificat d'origine (2 copies)

DROITS DE DOUANE

Le Laos n'impose pas de droits de douane aux investisseurs étrangers qui importent des machines, de l'équipement ou des matières premières destinées à la production. Des tarifs douaniers s'échelonnant entre 3 et 10 % s'appliquent à un éventail de biens importés et les exportateurs canadiens devraient se renseigner à ce sujet auprès de leurs transitaires ainsi que de la [Douane laotienne](#).

NORMES

Le Laos autorise les biens importés à pénétrer sur son territoire en fonction des normes d'homologation des pays d'origine.

MALAISIE



- › **Population** : 28 728 697 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Bahasa malaysia, plus anglais et divers dialectes chinois.
- › **Principales importations** : Matériel électronique, machinerie, produits pétroliers, plastiques, véhicules, fer et acier et produits chimiques.
- › **Exportations canadiennes** : Engrais, pièces et produits aéronautiques, appareils mécaniques et matériel électrique.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Chine 12,6 %, Japon 12,6 %, Singapour 11,4 %, É.-U. 10,7 % (2010).
- › **Climat** : Tropical; la mousson du sud-ouest dure de la fin mai jusqu'en septembre et la mousson du nord-est dure de novembre jusqu'en mars.
- › **Monnaie** : Ringgit (MYR)
- › **Décalage horaire** : GMT + 8 heures. La Malaisie n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : De 9 h à 17 h, du lundi au vendredi, et toute la journée ou la moitié de la journée le samedi. Certains États peuvent avoir des horaires différents et ouvrir une demi-journée le jeudi et toute la journée le samedi.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, sauf dans les États de Kedah, Kelantan et Terengganu, où les bureaux sont ouverts du dimanche au jeudi, de 8 h à 16 h 45 ou 16 h 30.

La Malaisie a le bonheur de posséder un milieu naturel abondant en ressources minérales et agricoles, mais elle est également devenue un centre de fabrication et d'exportation de biens de haute technologie et de produits électroniques. Le pays à un éventail d'industries diversifiées comprenant l'industrie manufacturière et l'industrie pétrochimique, qui résultent des importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, ainsi qu'un secteur agricole qui produit une grande partie de l'approvisionnement mondial en caoutchouc et en huile de palme.

Nombreux sont ceux qui estiment que le pays possède les attributs d'une économie de marché, mais la Malaisie est également connue pour l'alliance étroite qui existe entre le milieu des affaires et le gouvernement. L'État donne une forte orientation stratégique qui vise à favoriser le développement économique et à guider le flux des investissements vers des secteurs cibles. Le plan décennal revu périodiquement communique les mesures incitatives coordonnées par l'État pour développer la capacité d'exportation de la Malaisie dans des secteurs clés et pour propulser l'économie vers le haut dans les chaînes de valeur manufacturières. Le plan actuel, annoncé en 2010 et intitulé « [Vision 2020](#) – Programme de transformation économique » envisage un avenir bâti par la Malaisie sur des services de pointe et les industries du savoir. Dans l'immédiat toutefois, la Malaisie souffrira d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée requise pour réaliser son programme ambitieux.

Le gouvernement a déterminé 12 secteurs clés de l'activité économique qui sont à la base du Programme de transformation économique. Le gouvernement fait une promotion active de ces 12 secteurs et encourage

l'investissement dans ceux-ci en accordant une attention spéciale à des mécanismes rapides de règlement des litiges et des goulots d'étranglement. Les 12 secteurs clés sont les suivants :

- › pétrole, gaz naturel et énergie
- › production de l'huile de palme
- › services financiers
- › tourisme
- › services commerciaux
- › électronique et électricité
- › vente en gros et vente au détail
- › éducation
- › soins de santé
- › communications : contenu et infrastructure
- › agriculture
- › grande région métropolitaine de Kuala Lumpur/vallée du Klang

Le commerce d'exportation entre le Canada et la Malaisie est axé sur les machines industrielles, les ressources naturelles, les engrais, les pièces pour l'aéronautique et les produits électriques. En 2010 les exportations à destination de la Malaisie se sont chiffrées à quelque 786 millions de dollars alors que les importations de Malaisie ont été de 2,29 milliards de dollars. La même année, l'investissement canadien en Malaisie a totalisé 488 millions de dollars. Le [dixième Plan de la Malaisie 2011-2015](#) expose le plan établi par le gouvernement pour que la Malaisie devienne un pays au revenu élevé et un environnement propice à la croissance économique. Le site Web de l'[Autorité malaise du développement de l'investissement](#) présente des renseignements et des contacts utiles pour investir en Malaisie.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

En tant que centre de fabrication pour l'électronique et l'industrie légère, la Malaisie importe des matières premières ainsi que des composants électriques et industriels. Le secteur du pétrole et du gaz naturel ainsi que le secteur de l'agriculture ont toujours été de gros importateurs de biens et de services utilisés pour maintenir et accroître la production. L'objectif de la Malaisie d'avancer dans les chaînes de valeur de ses industries bien établies requiert des importations de technologies et de compétences spécialisées. Les entreprises canadiennes peuvent donc profiter de divers débouchés en Malaisie. Les secteurs qui méritent une attention spéciale sont ceux du pétrole et gaz naturel, de l'aéronautique et de l'agro-alimentaire. Les entreprises canadiennes devraient aussi envisager sérieusement de faire affaire avec le secteur malais en pleine croissance des technologies de l'information et des communications. L'industrie présente un bon potentiel pour les entreprises canadiennes du secteur des TIC, en particulier pour celles qui sont axées sur l'approvisionnement en réseaux et services sans fil, en réseaux à large bande, en équipements de télécommunications et en applications de sécurité.

PÉTROLE ET GAZ NATUREL

La Malaisie a des réserves remarquables de pétrole et de gaz naturel puisque jusqu'à présent, elle a environ 4 milliards de barils de réserves pétrolières prouvées. Ces réserves sont confiées à la société nationale pétrolière et gazière [Petronas](#), qui détient les droits exclusifs d'exploration et de production dans le pays. Société pétrolière pleinement intégrée, Petronas gère tout le spectre des activités liées au pétrole : exploration, production et raffinage en amont et marketing et distribution en aval. Il n'est donc pas surprenant de voir que les compagnies pétrolières et gazières étrangères ont une forte présence en Malaisie.

L'investissement étranger est encouragé dans le cadre d'ententes de production conclues avec Petronas.

Les champs pétroliers de Malaisie arrivent à maturité, c'est pourquoi Petronas investit abondamment pour améliorer la production pétrolière dans les puits existants et faire de nouvelles découvertes en eau profonde. Petronas est en train de devenir un acteur important dans l'activité mondiale d'exploration, y compris au Canada, où elle a investi dans des gisements de gaz de schiste. Petronas revendique aussi des droits de propriété en Mer de Chine du Sud.

En s'appuyant sur le savoir-faire de son industrie, la Malaisie entend devenir un carrefour régional pour les services liés au pétrole et au gaz naturel. Le [Conseil malais des services pétroliers et gaziers](#) est l'organisme d'État chargé de coordonner les fournisseurs de services malais et d'attirer des sociétés étrangères. Son objectif est de développer le savoir-faire malais en génie sous-marin et la capacité manufacturière du pays afin d'approvisionner le secteur mondial du pétrole et du gaz naturel en équipement et machines.

Le Canada a conclu avec le Conseil malais des services pétroliers et gaziers (MOGSC) une entente de collaboration visant à promouvoir la Malaisie comme carrefour pour les services pétroliers et gaziers, en échange de quoi la Malaisie ouvrira ses portes aux fournisseurs canadiens de machines, d'équipement ainsi que de services de génie et de formation. Le succès est assuré pour les entreprises qui peuvent montrer qu'elles ont la capacité d'exploiter les ressources en eau profonde et en eau ultra-profonde, qui ont des systèmes de commande des blocs obturateurs de puits et qui ont la technologie requise pour prolonger la production des puits arrivés à maturité.

AÉRONAUTIQUE

Le gouvernement malais veut faire du pays le centre d'Asie du Sud-Est pour l'entretien, la réparation et la révision des aéronefs (MRO). À l'échelle mondiale, le marché de l'entretien, réparation et révision valait environ 46 milliards d'USD en 2011 et il devrait atteindre plus de 58 milliards en 2019. Le marché de l'Asie-Pacifique est le segment qui croît le plus rapidement; sa part devrait être de 21 milliards d'USD en 2021 et près des deux tiers de cette part se trouveront à l'extérieur de la Chine.

La Malaisie fait face à une vive concurrence de la part de Singapour, mais elle peut offrir aux investisseurs des avantages leur permettant de gérer leurs structures de coûts et de réduire leurs dépenses. Les promoteurs du secteur soulignent aussi les avantages de l'économie d'échelle présentés par les compagnies aériennes résidentes, Malaysia Airlines et AirAsia. Les deux compagnies sont en train de moderniser rapidement leur flotte d'aéronefs. En plus des deux transporteurs nationaux, la Royal Malaysian Air Force a divers types d'avions de combat ainsi que des avions cargo, des avions de recherche et de sauvetage et des petits avions

de transport. Les services d'entretien, de réparation et de révision ciblent également le secteur pétrolier du pays, qui a besoin d'une grande flotte d'hélicoptères et de petits avions pour desservir les champs de pétrole et les plateformes de forage en mer.

Une bonne partie des exportations du Canada en Malaisie sont des pièces d'avion et de la machinerie. Le [Conseil de l'aéronautique de Malaisie](#) a été établi en 2001 pour servir d'organisme directeur national chargé du développement du secteur aéronautique du pays. Un élargissement de la capacité d'entretien, réparation et révision de la Malaisie accroîtra la demande, notamment la demande de machinerie plus spécialisée qui convient à une plus vaste gamme d'avions, ainsi que de services complets de conception technique et d'essais critiques. Les entreprises canadiennes doivent savoir que l'offre d'un service après-vente complet et d'une formation peut faire pencher la balance en leur faveur dans l'attribution des contrats, d'autant plus que la Malaisie souffre d'une pénurie de travailleurs qualifiés.

AGRICULTURE, ALIMENTS ET BOISSONS

Bien que le climat tropical et les terrains montagneux et accidentés de la Malaisie soient idéals pour la production de caoutchouc et d'huile de palme, le pays ne cultive pas un large éventail de produits agricoles. La Malaisie est un importateur net pour une bonne partie de ses besoins en riz, céréales, fruits et légumes. Le Canada est l'un des principaux producteurs mondiaux de denrées alimentaires qui a une assise solide dans le marché agroalimentaire de Malaisie. Au cours des cinq dernières années, les exportateurs canadiens ont réussi à augmenter leurs ventes de produits, notamment de blé, de céréales, de soja et d'oléagineux.

Avec l'urbanisation et l'augmentation des revenus, la demande de plats cuisinés, d'aliments transformés ainsi que d'aliments santé et biologiques augmente rapidement. Le secteur des aliments et des boissons n'est pas en mesure de répondre à cette demande. La pénurie d'ingrédients et le manque d'installations et de technologies permettant de transformer les produits alimentaires en aliments prêts à servir constituent un défi de taille. Les producteurs agro-alimentaires canadiens devraient examiner les possibilités de fournir des céréales de petit-déjeuner, des légumes et autres aliments surgelés ainsi que des aliments emballés. Les secteurs des aliments santé et des aliments offrent également de bonnes perspectives; en effet, ces créneaux sont en croissance rapide car la classe moyenne de Malaisie s'occupe de plus en plus de sa santé.

Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires doivent savoir que plus de 60 % de la population malaise est musulmane, ce qui crée un solide marché pour les produits halal. Les normes halal peuvent varier énormément d'un pays à l'autre; la recherche et la souplesse requise pour s'adapter aux différences nationales sont donc très importantes pour les entreprises qui approvisionnent les marchés de l'ANASE. On trouvera des renseignements plus détaillés sur le site Web suivant : [Département du développement islamique de Malaisie \(Jakim\) – Certification halal](#).

La propriété étrangère de terres agricoles est limitée. Seule l'utilisation de certaines terres agricoles à l'échelle commerciale est permise. Il n'y a aucune restriction pour l'investissement étranger dans le secteur des pêches en général, mais les approbations sont limitées en fonction de la taille des projets et il faut habituellement une participation au capital d'une société locale pour obtenir une approbation du gouvernement.

Conjoncture de l'investissement

Pour attirer l'investissement étranger, la Malaisie cherche à se distinguer des pays voisins en étant plus libérale dans les limites qu'elle impose à la propriété étrangère dans le secteur manufacturier. Pour aider la Malaisie à atteindre son objectif de devenir une plaque tournante régionale en Asie, le gouvernement offre des mesures incitatives qui encouragent l'investissement. C'est ainsi qu'il attire des sièges opérationnels et des centres de distribution régionaux de sociétés étrangères ainsi que des centres d'approvisionnement internationaux. La Malaisie a également ouvert son secteur financier et favorisé la croissance du financement islamique afin d'agir à titre de centre de l'activité bancaire islamique.

Les entreprises étrangères qui veulent investir dans des secteurs favorisés par le gouvernement malais peuvent négocier des conditions préférentielles et obtenir de l'aide pour s'y retrouver dans les règlements et politiques du pays. Malgré les efforts du gouvernement, les étrangers qui veulent établir une présence dans le marché malais peuvent faire face à la nécessité de demander de nombreuses approbations et à une bureaucratie réglementaire qui peuvent être coûteuses. Les investisseurs sont donc encouragés à profiter des services offerts par le gouvernement afin de réduire les obstacles dans la mesure du possible.

Une difficulté particulière à laquelle les investisseurs étrangers sont confrontés est la complexité des exigences entourant la propriété des gens de l'ethnie malaise (Bumiputra) et leur participation à l'économie. Cela peut vouloir dire pour un investisseur qu'il devra prendre des associés et du personnel bumiputras. Les politiques en la matière varient grandement d'un ministère à l'autre. Bien qu'il y ait eu une certaine libéralisation des règles au cours des dernières années, les investisseurs sont fortement encouragés à recourir aux services d'un conseiller juridique local lorsqu'ils établissent leur plan d'affaires pour leur entrée dans le marché.

En 2009, la Malaisie a commencé à libéraliser certain sous-secteurs de services clés et à encourager l'investissement étranger en supprimant les exigences relatives aux capitaux des Bumiputras. Ces sous-secteurs sont les services de santé et les services sociaux, le tourisme, le transport de marchandises, les services de sauvetage, les services commerciaux et les services informatiques. L'ouverture de ces sous-secteurs à l'investissement étranger vise à favoriser une plus grande compétitivité en attirant plus de spécialistes et de technologies qui permettront aux services malais de soutenir la concurrence à l'échelle internationale.

L'[Autorité du développement industriel de Malaisie](#) évalue toutes les propositions d'investissement comportant des fonds propres de 2,5 millions de MYR ou plus ou engageant 75 employés à plein temps ou plus pour s'assurer qu'elles respectent les buts et les objectifs du gouvernement.

Établir votre présence en Malaisie

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Les entreprises qui ne connaissent pas bien la Malaisie seraient bien avisées de recourir aux services d'un agent ou d'un distributeur pour entrer sur le marché pour la première fois. Les agents ou distributeurs peuvent faciliter le processus d'obtention de permis et de licences, commercialiser plus efficacement les produits et les services et traiter plus rapidement les services après-vente. La Malaisie n'est pas signataire de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics. Les entreprises étrangères n'ont pas le même accès que les entreprises locales aux appels d'offres du gouvernement.

BUREAU DE REPRÉSENTATION/COMPAGNIE ENREGISTRÉE

On conseille aux entreprises étrangères qui souhaitent établir leur présence sur le terrain d'effectuer un contrôle préalable et de faire preuve de vigilance. En général, toutes les formes standard de propriété sont permises en Malaisie (propriétaire unique, société de personnes, société à responsabilité limitée, succursale enregistrée), mais le marché malais est complexe.

Lorsque vous planifiez un investissement, vous devriez consulter des experts des domaines juridique et fiscal dès le début.

Les investisseurs doivent enregistrer leur entreprise auprès de la [Commission des sociétés de Malaisie](#).

Une fois qu'elle est approuvée, l'entreprise étrangère doit fournir à la Commission les documents suivants :

- › une copie certifiée de son certificat de constitution (ou l'équivalent) une copie certifiée de ses statuts ou de son acte constitutif ou tout autre document établissant sa constitution
- › une liste des administrateurs donnant des renseignements précis sur chacun d'eux
- › un protocole de nomination ou une procuration autorisant un Malais ou une personne résidant en Malaisie à accepter des services ou des avis au nom de l'entreprise
- › une déclaration statutaire de l'agent de l'entreprise dans la forme prescrite

Finances et fiscalité

FINANCES

Les exportations de biens en Malaisie peuvent être financées par des avances de fonds, un compte ouvert ou une lettre de crédit établie par une banque de Malaisie. Le financement à l'intérieur du pays est possible grâce au secteur bancaire malais qui a été consolidé au cours des dernières années afin de favoriser l'établissement de banques plus grandes et plus concurrentielles à l'échelle internationale. Les paiements des importations et des exportations doivent être effectués en devises étrangères totalement accessibles étant donné que le ringgit malais (MYR) ne peut être envoyé ou reçu à l'étranger. Bien qu'il n'y ait aucune restriction pour le rapatriement des profits et des dividendes, les opérations de change sont réglementées. Elles sont régies par la loi sur le contrôle des changes de Malaisie (ECM), qui est prescrite par la banque centrale de Malaisie, la Bank Negara Malaysia (BNM). La BNM a publié un [Guide des règles du contrôle des changes](#).

FISCALITÉ

Les entreprises résidentes et non résidentes paient un impôt des sociétés au taux général de 25 % sur le revenu gagné ou reçu en Malaisie. Une taxe de 5 % s'applique aux services professionnels et une taxe de vente de 5 à 10 % s'applique à la plupart des produits manufacturés, à l'exception de certains produits alimentaires. Par ailleurs, il existe diverses mesures incitatives et exemptions qui varient selon le secteur et le type d'investissement.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En tant que membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Malaisie a fait d'importants progrès dans l'amélioration de ses lois et règlements concernant la propriété intellectuelle. Toutefois les mesures d'application et de poursuites n'ont pas progressé au même rythme. La violation des droits d'auteur et d'autres formes de contrefaçon existent bel et bien; la prudence s'impose donc. La police n'a pas les ressources nécessaires pour enquêter immédiatement et combattre toutes les violations de la propriété intellectuelle. De nombreux produits de consommation et produits numériques se vendent illégalement dans les rues et les marchés de Malaisie. La [Société de propriété intellectuelle de Malaisie](#) et l'[Association de la propriété intellectuelle de Malaisie](#) sont de bonnes ressources à consulter pour la protection de la propriété intellectuelle dans le marché.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

La Malaisie est signataire de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États. Elle est également signataire de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

Même si les étrangers ont accès aux tribunaux malais, y recourir peut-être un processus coûteux, lent et bureaucratique. Vous faites mieux de consulter un avocat malais de bonne réputation avant de décider si la meilleure façon de régler un différend est un arbitrage ou bien une poursuite engagée par l'entremise des tribunaux.

MAIN-D'ŒUVRE

Les syndicats nationaux et les actions collectives de la main-d'œuvre sont officiellement découragés pour que la paix sociale soit assurée dans toute la Malaisie. Les différends sont principalement réglés par la négociation ou par l'arbitrage. Il convient de noter qu'il y a un énorme arriéré de dossiers à traiter et que les actions des parties sont limitées en attendant une audition.

La Malaisie n'établit pas de normes nationales pour les salaires dans le secteur manufacturier; elle les laisse varier d'une région à une autre, d'une ville à une autre et d'un secteur industriel à l'autre. Les employés et les employeurs doivent verser de l'argent dans le fonds de prévoyance des employés; le taux de la cotisation dépend de l'âge de l'employé.

La Malaisie impose des règles strictes en matière d'embauche et de licenciement et elle met en œuvre des politiques d'action positive en faveur des Bumiputras. Le gouvernement contrôle l'équilibre ethnique des entreprises étrangères et malaises. La Malaisie a adopté une politique favorable à l'immigration pour les professionnels, ce qui encourage particulièrement les Malais qui résident à l'étranger à retourner dans leur pays. La Malaisie accueille en particulier les travailleurs spécialisés et les professionnels. L'[Autorité du développement de Malaisie – Ressources humaines](#) décrit les conditions minimales de travail, notamment les heures normales de travail, les congés payés, et le paiement des heures supplémentaires.

La livraison en Malaisie

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

La Malaisie a fait des efforts pour automatiser son processus de déclaration en douane à l'aéroport international de Kuala Lumpur et à Port Klang. En général, un formulaire d'importation C1 est remis au [Département royal des douanes de Malaisie](#) pour toutes les marchandises entrant dans le pays. Les documents d'importation sont les suivants :

- › ordre de livraison
- › liste d'emballage
- › facture originale
- › connaissance
- › licence d'importation (selon le type de marchandises)
- › certificat d'origine (si l'on souhaite un traitement tarifaire préférentiel)

Une licence d'importation est requise pour certains produits agricoles tels que la viande, les œufs, les produits laitiers, le vin, les farines de céréales et les fruits de mer. Les licences peuvent être obtenues auprès du [Département des services vétérinaires](#) ou de l'[Autorité du développement des pêches de la Malaisie](#) (LKIM).

L'étiquetage en anglais ou en bahasa malaysia est habituellement obligatoire pour la plupart des produits importés et doit identifier l'agent d'importation. Les exigences d'étiquetage sont très strictes pour les importations d'aliments halal. La viande halal doit être certifiée par un organisme musulman approuvé par la Malaisie. Une certification est également recommandée pour les produits sans viande tels que les collations, les produits laitiers et les produits de boulangerie étant donné que les produits halal doivent avoir plus de valeur. Les produits doivent porter un certificat halal, tel que prescrit par le [Département du développement islamique de Malaisie \(JAKIM\) – Certification Halal](#), en vue d'une évaluation adéquate.

DROITS DE DOUANE

La Malaisie est membre de l'ANASE et signataire de l'Accord de libre-échange de l'ANASE. Les biens en provenance de pays non membres de l'ANASE sont assujettis à des droits de douane plus élevés, qui peuvent s'élever jusqu'à 200 % dans le cas des produits de luxe. Des détails peuvent être obtenus auprès du [Département royal des douanes de Malaisie](#).

Les carnets ATA sont acceptés en Malaisie pour l'importation temporaire de marchandises.

NORMES

La Malaisie est membre de l'Organisation internationale de normalisation. Elle administre une société d'État, [SIRIM Berhad](#) (connue autrefois sous le nom d'Institut des normes et de recherche industrielle de Malaisie), pour élaborer des normes et fournir des services de certification de la qualité.

LES PHILIPPINES



- › **Population** : 101 833 938 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Filipino (issu du tagalog) et anglais, plus divers dialectes.
- › **Principales importations** : Matériel électronique, combustibles minéraux, machinerie et matériel de transport, fer et acier, textiles, grains et produits chimiques.
- › **Exportations canadiennes** : Minerais minéraux, scories et cendres, céréales, viandes, produits carnés sous-produits de la viande.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Japon 14,1 %, Chine 13,6 %, É.-U. 9,9 %, Singapour 9,3 % et Thaïlande 6,5 % (2010).
- › **Climat** : Tropical maritime, avec une mousson du nord-est de novembre à avril et une mousson du sud-ouest de mai à octobre.
- › **Monnaie** : Peso philippin (PHP)
- › **Décalage horaire** : GMT + 8 heures. Les Philippines n'observent pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : De 8 h à 17 h, du lundi au vendredi.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : De 8 h à 17 h, du lundi au vendredi.

Les Philippines sont l'un des plus importants marchés de l'Asie du Sud-Est. La population de 94 millions d'habitants occupe un faible pourcentage des plus de 7 100 îles que compte l'archipel. Pays nouvellement industrialisé auquel un ensemble éclectique de facteurs économiques, géographiques, sociaux et politiques assure un vaste potentiel, les Philippines possèdent une économie de marché richement dotée en réserves d'or, de cuivre, de nickel, de chromite et de zinc et ont une main-d'œuvre éduquée et qualifiée. Le pays est très occidentalisé et l'anglais est l'une des deux langues officielles du pays (l'autre étant le tagalog ou le pilipino). Les consommateurs philippins sont ouverts aux nouvelles tendances et aux nouveaux styles et recherchent ce qui est nouveau en matière de biens et de produits. Politiquement parlant, la république constitutionnelle des Philippines a fait d'immenses progrès dans l'établissement d'institutions démocratiques, dans la mise en place de réformes économiques et dans le réaménagement du cadre de réglementation.

Les échanges bilatéraux entre les Philippines et le Canada ont atteint plus de 1,5 milliard de dollars en 2010, soit, du point de vue du Canada, 889 millions pour les importations et 683 millions pour les exportations. Actuellement, les Philippines sont le principal marché d'exportation pour les produits agroalimentaires en Asie du Sud-Est. L'investissement direct étranger du Canada aux Philippines n'est pas très important (à peine 341 millions de dollars) même si les Philippines sont réputées offrir de nombreux débouchés. Il est possible de profiter de l'importante population philippine qui vit et travaille au Canada pour aider à établir des liens plus étroits avec ce pays et se familiariser avec ses forces et ses capacités.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

Les secteurs de l'économie philippine qui offrent les meilleurs débouchés sont l'agroalimentaire, les industries extractives, les technologies de l'information et l'infrastructure. D'autres secteurs qui ne sont pas détaillés dans le présent guide mais qui méritent d'être explorés sont l'éducation, la santé, les produits de consommation et le tourisme. Le site Web du ministère du [Commerce et de l'Industrie des Philippines](#) contient une base de données de jumelage d'acheteurs et de fournisseurs.

AGRICULTURE, ALIMENTS ET BOISSONS

Si le secteur agricole des Philippines n'est plus aussi important que par le passé, il n'en continue pas moins d'apporter une importante contribution à l'économie. Quinze pour cent du produit intérieur brut du pays provient de l'activité agricole et ce secteur emploie presque 35 % de la population. Les principaux produits de base sont la canne à sucre, le manioc, la noix de coco, le riz, les bananes, le porc, le bœuf et le poisson. La production agricole philippine se caractérise par sa faible productivité, ses exploitations de petite taille, ses faibles économies d'échelle et son infrastructure vétuste. Même si les réformes agricoles ne progresseront pas aussi rapidement que les investisseurs étrangers le souhaiteraient, la croissance rapide de la demande de produits transformés et préemballés devrait encourager des techniques agricoles plus modernes. Les exportateurs canadiens devraient explorer l'appétence croissante du marché pour des équipements agricoles modernes et pour des semences et des engrais à haut rendement.

Le marché philippin des aliments et des boissons connaît une rapide croissance et s'adapte aux habitudes de la population urbaine jeune qui dispose d'un pouvoir d'achat en augmentation. Les industriels de l'agroalimentaire canadien qui ont exporté aux

Philippines s'en félicitent vu que ce pays constitue pour eux la troisième destination dans la région de l'ANASE. Le blé et la viande surgelée constituent le gros des exportations agroalimentaires canadiennes jusqu'à présent, mais les exportateurs canadiens devraient s'intéresser à la demande croissante d'un vaste éventail de produits alimentaires transformés, en particulier de produits de remplacement plus sains, à faible teneur en gras et en sodium, ainsi que de collations, de conserves et de produits surgelés. Le site Web du [ministère de l'Agriculture des Philippines](#) présente des renseignements généraux, des possibilités d'investissement et des invitations à soumissionner tandis que le site du [ministère de la Réforme agraire des Philippines](#) donne de l'information sur les programmes de réforme, des nouvelles et des résultats de recherche.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Le secteur minier des Philippines est promis à une forte expansion. La loi sur l'exploitation minière de 1995 permettait aux investisseurs étrangers de posséder 100 % des parts dans les projets miniers, mais son application a été retardée par des démêlés judiciaires jusqu'en 2004. Profitant de la récente ouverture du secteur, le gouvernement des Philippines a également rationalisé le processus d'approbation des permis et réduit sa durée à quelques mois au lieu de quelques années. Toutefois, il peut encore falloir des années pour amener une mine au stade de l'exploitation et ce n'est que maintenant que nombre d'importants projets sont au stade de la production ou y arrivent. De nombreux autres suivront vu que les réserves minières des Philippines se classent au troisième rang mondial pour l'or, au quatrième pour le cuivre, au cinquième pour le nickel et au sixième pour la chromite. Le site Web du [ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles des Philippines](#) fournit de plus amples renseignements sur les lois, les politiques et la gouvernance et contient une bibliothèque de ressources en ligne.

Les investisseurs miniers canadiens ont fait des propositions pour des dizaines de permis et cela s'est traduit par un potentiel d'investissement de milliards de dollars dans le secteur minier des Philippines. Les Philippines ont établi des conditions rigoureuses pour l'octroi de permis et la signature d'accords d'exploitation minière; le pays exige des évaluations environnementales approfondies et des programmes de protection et de mise en valeur ainsi que des programmes de services communautaires et de développement social. Ce sont là des exigences qui sont familières aux entreprises minières canadiennes et auxquelles elles ont su adapter leurs processus d'exploitation partout dans le monde.

Il existe une demande croissante d'équipement et de machinerie d'exploitation et d'extraction minières, de services techniques et d'ingénierie ainsi que de programmes d'éducation et de formation – demande à laquelle les exportateurs canadiens devraient pouvoir répondre facilement. Une visite sur le site Web du [Bureau des mines et des géosciences – ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles](#) vous permettra de trouver une foule de renseignements et de ressources.

Les exportateurs et les investisseurs devraient s'attendre à trouver dans le secteur minier des Philippines un environnement semé d'embûches. La concurrence y est farouche étant donné que des intérêts australiens, chinois et américains investissent massivement afin de s'implanter. Des litiges entre divers paliers de gouvernement sont susceptibles de retarder l'aboutissement de certains projets. Il arrive que des groupes d'indigènes s'érigent en revendicateurs de droits sur des domaines ancestraux et, parfois, il faut un certain temps pour vérifier la validité de ces revendications ou négocier un droit d'accès. Indépendamment des bons dossiers environnementaux et des pronostics environnementaux favorables qu'obtiennent les entreprises minières

canadiennes, il est toujours possible que des contestataires soulèvent des objections à la réalisation de certains projets. La sécurité est également un problème majeur pour la réalisation de projets miniers dans des endroits tels que le sud de l'île de Mindanao. Le [Service des délégués commerciaux du Canada](#) et la [Chambre des mines des Philippines](#) peuvent vous donner des renseignements sur la façon de régler les problèmes.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Soutenues par la [Commission des technologies de l'information et des communications des Philippines](#) et par le [ministère du Commerce et de l'Industrie des Philippines](#), les technologies de l'information (TI) sont devenues aujourd'hui un secteur économique clé des Philippines, faisant de ce pays un endroit de prédilection pour les services qui en dépendent. Ainsi, au moins 500 000 Philippines travaillent aujourd'hui dans des centres d'appels, des services de post-marché, des services de transcription juridique ou médicale, des services de conception d'ingénierie ainsi que dans des activités liées au développement de nouveaux médias numériques, dotant ainsi le pays d'un moteur économique qui lui rapporte plus de 9 milliards d'USD par année.

Le maintien de ces services et la modernisation des systèmes requise pour répondre aux besoins de l'augmentation du trafic de données exigent des dépenses continues en équipement, machinerie, services techniques et logiciels. Même si ce secteur est fortement concurrentiel et que les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud y occupent une position dominante, il existe des débouchés pour les fabricants et les exportateurs canadiens de PABX, de systèmes informatiques de bureau, d'appareils de communication vocale sur IP, de liaisons inter-réseaux, de systèmes de câblage et de serveurs haut de gamme, mais également de logiciels de gestion des relations avec les clients, de gestion des systèmes et d'entreposage des données.

Des prix compétitifs et des solutions de financement de rechange sont deux avantages concurrentiels susceptibles de faire décrocher des contrats. Les fournisseurs doivent être agréés auprès de la [Commission nationale des télécommunications](#), l'organe de réglementation des Philippines. Les investisseurs canadiens doivent savoir que le pays encourage les coentreprises; toutefois, la limite de la participation des entreprises étrangères est de 40 %, par conséquent, le choix d'un partenaire local et la gestion de la relation ont une importance critique. Si les partenariats vous intéressent, vous trouverez des renseignements sur les sites Web de l'[Association des distributeurs et des concessionnaires en informatique des Philippines](#) de l'[Association des fournisseurs de processus commerciaux des Philippines](#) et de la [Compagnie téléphonique interurbaine des Philippines](#).

INFRASTRUCTURE

Par son [Autorité nationale de l'économie et du développement](#) indépendante (NEDA), le gouvernement des Philippines reconnaît que les lacunes de l'infrastructure du pays sont un goulot d'étranglement qui empêche un développement économique plus rapide du pays. Les dépenses en infrastructure en pourcentage du PIB sont seulement le tiers de ce qu'elles sont dans d'autres pays de l'ANASE. Il est urgent que le pays se dote d'un approvisionnement énergétique adéquat et financièrement efficace, améliore le réseau des transports et se penche sur les problèmes liés au manque d'eau potable et aux systèmes sanitaires inadéquats dans des régions urbaines densément peuplées telles que Manille. En dehors des centres urbains, il existe des problèmes en ce qui concerne l'irrigation pour les agriculteurs et la vulnérabilité du pays aux inondations et aux pluies torrentielles occasionnées par les typhons. La mise à niveau de l'infrastructure des Philippines exigera des dizaines de milliards de dollars au cours des dix prochaines années, ce qui créera des débouchés pour

le savoir-faire canadien dans les secteurs de l'ingénierie, de la construction et de l'équipement dans un vaste éventail de domaines. Les initiatives sont décrites dans le [Plan \(2011-16\) de développement des Philippines : Accélération du développement de l'infrastructure](#).

ÉLECTRICITÉ

Fondamental pour la modernisation de l'économie du pays, le secteur de l'électricité assiste à l'expansion du réseau des sources d'énergie renouvelable, qui fournissent déjà un tiers de l'approvisionnement électrique du pays. Les Philippines possèdent un vaste potentiel d'énergie renouvelable avec leurs conditions éoliennes et solaires idéales, ainsi que d'abondantes réserves d'eau et de biomasse. Avec sa loi sur l'énergie renouvelable, le [Ministère de l'Énergie des Philippines](#) des Philippines vise à porter la production d'énergie dans ce domaine à 60 % de la production nationale d'ici 2017. Concomitamment, l'État philippin a ouvert plus largement le secteur de l'énergie traditionnelle aux investissements nationaux et étrangers en privatisant certaines de ses installations électriques.

TRANSPORT

En tant que pays abondamment doté d'îles, les Philippines dépendent fortement du réseau de routes, de voies ferrées, de ports et d'aéroports pour maintenir les communications entre les communautés multiples et éloignées et entretenir l'activité économique du pays. Or, ce réseau est aujourd'hui vétuste, lent et insuffisant, ce qui contribue à ralentir le développement économique du pays. Le gouvernement a adopté certaines mesures qui ont amélioré le système d'infrastructure, notamment un accroissement de la participation du secteur privé à des programmes de type construction-exploitation-transfert pour la construction de routes à péage, de voies ferrées et d'aéroports avec, pour résultat, une concurrence accrue, des coûts moindres et de meilleurs services. Toutefois, ces améliorations se sont faites de manière

irrégulière et sont loin d'avoir comblé l'ensemble des besoins. Le [ministère des Travaux publics et des Routes des Philippines](#) accorde actuellement du financement à la construction de routes, ce qui pourrait créer d'intéressants débouchés pour des fournisseurs canadiens.

Le gouvernement a dévoilé un programme de [partenariat public-privé](#) (PPP) dans le cadre duquel des investisseurs du secteur privé seront invités à assurer la construction, l'exploitation et l'entretien de projets d'infrastructure et de développement généralement entrepris par le gouvernement en échange d'une assurance contre le risque de tutelle et de rendements financiers raisonnables. Le programme PPP a établi des partenariats avec la Banque asiatique de développement, l'Agence AusAid du gouvernement australien et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour mousser l'intérêt des investisseurs étrangers. On trouvera des renseignements détaillés sur le site Web [Arangkada Philippines: A Business Perspective](#).

Conjoncture de l'investissement

L'investissement étranger est officiellement bienvenu aux Philippines. Le gouvernement a créé une [Commission des investissements](#) et a désigné zones franches certaines régions dans les provinces de Mactan, Baguio et Cavite qui sont devenues d'importants producteurs internationaux de produits électroniques et d'équipement de télécommunications. Les investisseurs étrangers sont, à quelques exceptions près, traités pratiquement sur le même pied que les entreprises locales.

De nombreux problèmes structurels et environnementaux découragent les investisseurs étrangers de venir aux Philippines. Ainsi, par exemple, les ressortissants étrangers ne sont pas autorisés à acquérir des terrains, une mesure qui a tout particulièrement causé des difficultés dans le secteur minier, qui devrait être un

secteur florissant dans l'économie philippine. La [liste des restrictions à l'investissement étranger du ministère du Commerce et de l'Industrie des Philippines](#), établie en vertu de la loi sur l'investissement étranger des Philippines, interdit l'activité d'industriels étrangers dans les secteurs de la défense et de la sécurité nationale, de même que dans ceux de la santé publique et de la sécurité, des médias de masse et de l'exploitation minière à petite échelle. Les investisseurs étrangers ne peuvent acquérir que des intérêts minoritaires dans nombre de projets d'infrastructure majeurs tels que les routes à péage, les chemins de fer et le développement portuaire. Le secteur bancaire n'est ouvert que partiellement à la participation étrangère et seulement dix banques ont le droit d'ouvrir un nombre limité de succursales. De telles restrictions ne font qu'ajouter aux frustrations des investisseurs étrangers à l'égard de problèmes tels que la corruption, l'incohérence du régime réglementaire et la lenteur du système judiciaire. Malgré tout, moyennant des précautions et une vigilance appropriées, des entreprises canadiennes pourront trouver de nombreux débouchés intéressants aux Philippines.

Établir votre présence aux Philippines

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Il n'est pas nécessaire de recourir aux services d'un agent ou d'un distributeur pour vendre aux Philippines, mais cela est fortement recommandé étant donné que les échanges commerciaux dans ce pays ne sont pas bien organisés ou réglementés. Les exportateurs devraient retenir les services d'un conseiller juridique pour établir les conditions d'engagement et les contrats, même s'il s'agit de dispositions standard telles que la durée des contrats, les conditions de résiliation, les obligations, les droits territoriaux et les tarifs des commissions.

SUCCURSALES ET BUREAUX DE REPRÉSENTATION

Les importateurs ou les investisseurs étrangers peuvent ouvrir une succursale pour mener leurs affaires, mais ils doivent fournir un capital d'apport d'au moins 200 000 USD, sauf si les activités de la succursale sont liées au secteur de la technologie de pointe ou qu'elle emploie 50 personnes ou plus. À des fins de recherche, d'études de marché, de promotion de produits ou de contrôle de la qualité, une entreprise étrangère peut ouvrir un bureau de représentation, mais tous les frais d'exploitation doivent être à sa charge. Les succursales et les bureaux de représentation doivent être enregistrés auprès de la [Commission des valeurs mobilières et du commerce des Philippines](#).

COENTREPRISES

Les coentreprises sont généralement considérées comme des partenariats, à l'exception de celles du secteur de l'infrastructure où les investisseurs étrangers ne peuvent acquérir plus de 40 % de la valeur de l'entreprise. Le site Web de la [Commission des valeurs mobilières et du commerce des Philippines](#) offre de l'information et la possibilité de faire des inscriptions en ligne et d'autres transactions. Le site du [Ministère du Commerce et de l'Industrie des Philippines](#) donne un aperçu de la façon de faire des affaires et d'investir aux Philippines.

Finances et fiscalité

FINANCES

Le [système bancaire des Philippines](#) est réputé être stable et efficace. Les exportateurs et les investisseurs étrangers peuvent faire un choix parmi un éventail de banques commerciales dont 19 peuvent également assurer des services d'investissement.

Il n'y a pas de contrôle des changes aux Philippines, mais ceux qui y introduisent ou en sortent des devises étrangères pour une valeur de plus de 10 000 USD

doivent en déclarer la provenance et l'objet. Les investisseurs étrangers doivent obtenir un document d'enregistrement de la banque centrale pour pouvoir acheter des devises étrangères pour le rapatriement de capitaux et le paiement de profits, de dividendes ou de gains. Des documents d'expédition, ou documents similaires, doivent être produits au moment du paiement des transactions commerciales.

FISCALITÉ

Le Canada et les Philippines ont conclu une convention empêchant la double imposition et une convention bilatérale d'investissement. Les entreprises canadiennes sont considérées comme des sociétés étrangères résidentes si elles font du commerce ou des affaires aux Philippines et, dans ce cas, sont imposées à un taux de 30 %. Elles peuvent également être assujetties localement à des taxes d'affaires suivant l'endroit où elles sont implantées. Les exportateurs et les investisseurs devraient noter que la vente de la plupart des biens et des services est assujettie à une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 12 %.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Toute personne morale désireuse d'importer des biens ou des services aux Philippines devrait enregistrer ses droits d'auteur, ses marques de commerce et ses brevets auprès du [Bureau de la propriété intellectuelle des Philippines](#) pour pouvoir, au besoin, défendre ses droits. Le système philippin d'enregistrement est conforme à l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, mais son application n'est pas rigoureuse et le système judiciaire est lent et inégal dans la résolution des différends. Les violations de la propriété intellectuelle sont fréquentes et il est donc nécessaire d'être vigilant et ferme dans la protection de ses droits.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le système judiciaire des Philippines est souvent perçu comme manquant d'efficacité et d'impartialité. Le temps démesurément long nécessaire à l'instruction des affaires oblige les parties à rechercher des règlements hors cours. Les contrats commerciaux devraient proposer l'arbitrage comme solution de remplacement au recours aux tribunaux pour le règlement des différends. L'arbitrage est beaucoup plus rapide et plus souple et les parties peuvent choisir l'arbitre. Une décision arbitrale est finale si cela est stipulé dans le contrat.

MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre des Philippines n'est pas chère et est constituée de travailleurs éduqués qui possèdent de bonnes connaissances en anglais. Les Philippines sont signataires de toutes les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les droits des travailleurs, mais leurs prescriptions ne sont pas appliquées uniformément. Bien que les syndicats et les fédérations nationales soient protégés par la constitution, le taux de syndicalisation est comparativement faible et vraisemblablement inférieur à 5 %. Les taux de rémunération minima sont établis par région, mais ils sont couramment violés. La capacité réglementaire du pays à faire appliquer les normes de santé et de sécurité et à assurer le paiement des droits de la sécurité sociale est insuffisante. Les zones franches sont soumises aux mêmes lois et règlements en matière de travail que dans le reste du pays, mais les syndicats n'ont guère connu de succès d'organisation dans ces régions. Le site Web du [ministère du Travail et de l'Emploi](#) met à votre disposition les codes du travail, des formulaires à télécharger et d'autres renseignements.

La livraison aux Philippines

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

Les Philippines répartissent les produits importés en trois catégories :

- 1) les marchandises en importation libre qui ne sont pas réglementées et dont l'importation ne requiert pas d'approbation préalable
- 2) les marchandises qui sont soumises à des autorisations / des permis délivrés par les organismes gouvernementaux compétents ainsi que par la [banque centrale des Philippines](#)
- 3) les marchandises interdites qui ne peuvent pas être importées. Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au [Bureau des douanes](#), au [Bureau des services d'importation du ministère du Commerce et de l'Industrie](#) ou au [ministère de l'Agriculture des Philippines](#)

Les exportations aux Philippines doivent être accompagnées des documents suivants :

- › facture commerciale
- › connaissance aérien ou maritime
- › certificat d'origine (sur demande)
- › liste d'emballage
- › certificats spéciaux pour les marchandises interdites (médicaments, armes, etc.)
- › facture commerciale des marchandises retournées ou évaluation supplémentaire

Les Philippines exigent l'étiquetage de produits tels que les bijoux, les aliments préparés et transformés, les boissons, les produits pharmaceutiques, les vêtements, les biens de consommation, les aliments et les produits alimentaires contenant des ingrédients génétiquement modifiés. La [loi sur la consommation](#) définit le droit philippin en ce qui concerne la protection des consommateurs et l'étiquetage des marchandises. On peut consulter cette loi et les règlements qui en découlent sur le site Web du ministère du Commerce et de l'Industrie des Philippines.

DROITS DE DOUANE

Comme membre de l'ANASE, les Philippines se sont engagées à ramener leurs [tarifs douaniers](#) à une fourchette située entre 0 % et 5 % sur la plupart des biens et des services échangés au sein de la zone de libre-échange de l'ANASE. Le pays a également commencé à appliquer des taux préférentiels à la Chine, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, comme l'exigent les accords de libre-échange que l'ANASE a signés avec ces pays. Pour les pays non-membres de l'ANASE, les biens et les services importés aux Philippines sont généralement assujettis à un tarif douanier simplifié moyen de 6,3 %, à l'exception des biens manufacturés et des produits agricoles qui sont considérés comme concurrents de produits locaux. Il s'agit en l'occurrence des pièces et composants d'automobile et de produits agricoles tels que le riz, le maïs, le porc, la viande de poulet, le sucre et le café. Les exportateurs canadiens et les investisseurs étrangers devraient se renseigner sur l'existence éventuelle d'autres produits et services auxquels des tarifs plus élevés s'appliqueraient.

Les carnets ATA ne sont pas acceptés pour le traitement des biens considérés comme des importations temporaires aux Philippines. Un cautionnement doit être utilisé pour les biens mis en consignation pour importation temporaire ou utilisés exclusivement dans des foires commerciales, des expositions, etc.

NORMES

Des inspections sont obligatoires pour les biens importés soumis aux normes nationales philippines tels que les cosmétiques, l'équipement et les appareils médicaux, les appareils électroménagers et les articles électriques. Le [portail en ligne des Philippines sur les normes et la conformité](#) donne la liste complète des produits qui sont assujettis à des normes aux Philippines.

SINGAPOUR



- › **Population** : 4 740 737 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Mandarin, anglais, malais et tamil.
- › **Principales importations** : Machinerie et équipement, combustibles minéraux, produits chimiques, denrées alimentaires et biens de consommation.
- › **Exportations canadiennes** : Appareils mécaniques, plastique et objets en plastique, machinerie et équipement électriques, instruments optiques et médicaux, nickel et produits en nickel.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Malaisie 11,7 %, É.-U. 11,5 %, Chine 10,8 %, Japon 7,9 % (2010).
- › **Climat** : Tropical maritime, avec des régions climatiques distinctes. La mousson du nord-est dure de novembre jusqu'en avril et la mousson du sud-ouest dure de mai à octobre.
- › **Monnaie** : Dollar singapourien (SGD)
- › **Décalage horaire** : GMT + 8 heures. Singapour n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au vendredi, de 9 h ou 9 h 30 à 17 h ou 17 h 30.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

Petite grappe d'îles située au large de la pointe sud de la péninsule malaise, Singapour a développé une économie moderne, bien plus avancée que ce à quoi on pourrait s'attendre de la part d'un pays de 5 millions d'habitants seulement occupant un territoire très limité. Une bonne partie du développement de Singapour est le résultat de son engagement à favoriser une économie de marché dans un cadre de développement économique dirigé par l'État. Aujourd'hui Singapour est connue pour son économie la plus ouverte du monde au commerce international et à l'investissement, pour sa culture de concurrence et d'entrepreneuriat et pour sa tolérance zéro à la corruption.

L'économie de Singapour dépend fortement du commerce international. Malgré sa petite taille, le pays a d'importantes raffineries de pétrole et de produits chimiques. Il est également connu comme chef de file mondial en fabrication de produits électroniques, notamment en production de semi-conducteurs étagés et de circuits intégrés de pointe. Le port de Singapour est le plus occupé du monde et Singapour est le quatrième centre mondial d'opérations de change après Londres, New York et Tokyo.

L'augmentation du commerce intra-asiatique au cours des dernières années a fourni à Singapour une croissance continue, ce qui a compensé la baisse de la demande attribuable au repli économique de l'Europe et de l'Amérique du Nord. À l'avenir, Singapour continuera à investir dans l'établissement d'une économie du savoir, en se concentrant sur des secteurs à marge élevée comme l'électronique, les technologies propres, les technologies de l'information, les produits pharmaceutiques et la médecine, ainsi que les produits chimiques afin de garder sa position de chef de file mondial. Vous trouverez des renseignements généraux et des ressources à consulter sur le [site du Gouvernement de Singapour](#).

Les exportateurs et les investisseurs canadiens doivent savoir que Singapour est un marché très avancé qui a des attitudes et des pratiques d'affaires d'avant-garde. L'activité commerciale a totalement adopté les technologies modernes. Une bonne partie des affaires peuvent être menées par Internet, sans rencontres en face à face ni interaction personnelle comme dans les autres marchés. Le professionnalisme, la ponctualité et un niveau élevé de transparence et de responsabilité sont les marques distinctives du milieu des affaires de Singapour.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

ÉLECTRONIQUE

C'est à Singapour que se trouvent les trois plus grandes fonderies de semi-conducteurs étagés du monde, les trois plus grandes entreprises d'assemblage et d'essai ainsi qu'une foule d'importants fabricants de matériel électronique. En 2010, le secteur a produit environ 7 % du PIB du pays et la production manufacturière a été évaluée à plus de 70 milliards d'USD. En tant qu'économie fondée sur le commerce, Singapour importe la majorité des pièces et composants électroniques dont elle a besoin et elle exporte les résultats assemblés comme des imprimantes, des téléphones cellulaires, des appareils optiques, des tablettes et des consoles de jeux. La production de produits électroniques devrait diminuer à court terme en raison du récent ralentissement de l'économie. Pour compenser cette diminution, Singapour investit massivement dans la recherche-développement de technologies futures et dans le développement de produits dans lesquels interviennent la photonique, la nanotechnologie et des systèmes micro-électromécaniques,

Comme marché pour les exportations canadiennes, Singapour a une demande croissante d'intrants pour semi-conducteurs de grande qualité, de modules

d'entreposage et de modules électroniques, de condensateurs, de circuits intégrés et de composants périphériques. La [Fédération des fabricants de Singapour](#) offre des services à l'appui des stratégies d'expansion de marché et l'[Association des industries électroniques de Singapour](#) à but non lucratif est la seule association industrielle représentant le secteur de l'électronique à Singapour.

PÉTROLE ET GAZ NATUREL ET PRODUITS PÉTROCHIMIQUES

Sans posséder de réserves importantes de pétrole et de gaz naturel, Singapour a réussi à bâtir l'un des trois plus grands centres de raffinage de pétrole du monde. Elle est la plaque tournante asiatique de l'approvisionnement en pétrole raffiné et en produits chimiques et pétrochimiques de toutes sortes. L'île de Jurong, située au sud-ouest de l'île principale de Singapour, traite 1,2 million de barils de pétrole par jour. Il n'est donc pas surprenant qu'elle soit devenue la base asiatique de raffinage et de recherche-développement pour plus de 90 chefs de file mondiaux de l'industrie pétrochimique, dont ExxonMobile, Shell, Dupont, Sumitomo Chemical et Mitsui Chemicals.

Une prochaine génération de raffinage de produits pétrochimiques est déjà en train d'être développée sur l'île de Jurong. Le raffinage se fait dans des raffineries de craquage intégrant les nouvelles technologies mises au point par ExxonMobile et Shell. Les usines transforment les matières premières en carburant à faible teneur en soufre et à combustion plus propre et permettent également la transformation en produits chimiques de plus grande valeur. D'autres raffineries de craquage sont planifiées pour 2012; elles doubleront la production d'éthylène de Singapour, un accomplissement qui, selon le [Conseil de développement économique de Singapour](#), mènera à d'autres investissements en aval dans l'industrie chimique.

Avec sa masse critique de sociétés pétrochimiques, l'île de Jurong offre aux exportateurs canadiens la possibilité de mettre en vitrine leur équipement et leurs technologies qui peuvent être utilisés dans le monde entier et pas seulement dans le secteur pétrolier et gazier de Singapour. Vous trouverez des renseignements sur les groupes de recherche, les programmes et les innovations de ce domaine sur le site Web de l'[Institut de sciences chimiques et d'ingénierie](#).

SCIENCES

Dans le cadre de sa transition vers une économie du savoir, Singapour a constamment élargi sa capacité de recherche-développement dans un large spectre de sciences de l'environnement et de la vie et de disciplines technologiques. Une bonne partie des exportations du Canada à Singapour, près de 8 %, sont des appareils et des instruments optiques, médicaux, scientifiques et techniques. Ceux-ci comprennent des équipements, des composants et des logiciels devant servir à contrôler, à mesurer et à tester dans les laboratoires, les écoles et les universités, les hôpitaux et les cliniques, ainsi que dans les installations de recherche-développement. L'Agence pour la science, la technologie et la recherche, connue sous le nom de [A*STAR](#) englobe 22 instituts de recherche dont l'objectif est d'élever le niveau de réalisation scientifique de Singapour. En 2010, le gouvernement de Singapour a consacré plus de 11 milliards d'USD à la R-D. Près des trois quarts de ce financement ont été partagés entre la principale agence de recherche de Singapour, la [Fondation nationale de la recherche](#) et A*STAR. Singapour est également le siège de *The Idea Factory*, société qui aide les entreprises à innover.

TECHNOLOGIES PROPRES

Singapour a fait des sciences de l'environnement un secteur prioritaire en positionnant le pays comme un centre mondial de premier plan pour la recherche et l'innovation dans le domaine des technologies propres et pour la commercialisation de celles-ci. Une partie de cette stratégie est l'ouverture du Parc des technologies propres, un parc d'affaires écologique conçu pour attirer des talents scientifiques et des investissements étrangers. L'agrandissement du parc se fera en plusieurs phases, l'achèvement de la phase finale étant prévu pour 2030.

Le gouvernement a également entrepris une initiative visant à faire de Singapour un pays plus éconergétique et plus durable. Investissant plus de 692 millions de dollars sur une période de cinq ans se terminant en 2014, cette initiative comprend des projets d'énergie solaire, de transport et de R-D dans les technologies vertes.

Les entreprises canadiennes des secteurs de l'environnement et des technologies propres doivent savoir que le gouvernement de Singapour a créé un [Conseil de développement économique pour l'environnement et l'eau](#) et veut faire du pays un banc d'essai pour les nouvelles technologies; il veut notamment adopter des programmes pour véhicules électriques et réseaux électriques intelligents et tester des innovations en matière d'énergie solaire.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Singapour est à l'avant-scène du développement des futures technologies de l'information. Les revenus du secteur de l'infocommunication du pays ont vu une croissance de 12 % en 2010 en atteignant 55 milliards de dollars. Le segment du matériel est celui qui a le plus contribué à la croissance du secteur, il a été suivi par les logiciels et les services de télécommunications. Plus de la moitié des revenus sont attribuables aux activités d'exportation. La stratégie directrice des

TIC vise à faire de Singapour une nation dotée de la technologie intelligente d'ici 2015 (iN2015). La stratégie iN2015 établit des objectifs qui visent notamment à tripler les revenus d'exportation d'infocommunication pour qu'ils atteignent 47 milliards de dollars et une utilisation d'Internet à haut débit dans 90 % de la population.

En plus des initiatives du secteur public, Singapour abrite une multitude d'entreprises du secteur privé dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications. Il existe des débouchés dans les secteurs des technologies mobiles, des applications à large bande et de prochaine génération, des médias numériques, de la sécurité des communications et des solutions et services de commerce électronique. Le plus grand fournisseur de télécommunications mobiles du pays, [SingTel](#), publie régulièrement des appels d'offres sur son site Web. La [Fédération des technologies de l'infocommunication de Singapour](#) et l'[Autorité du développement des infocommunications de Singapour](#) fournissent également une mine de renseignements et de ressources sur leur site.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET TECHNOLOGIE BIOMÉDICALE

La stratégie de développement postindustriel de Singapour prévoit des investissements massifs dans les produits pharmaceutiques et la technologie biomédicale. Au centre de la recherche médicale du pays se trouve [Biopolis](#), un campus sur lequel cohabitent des instituts de recherche du secteur public et des laboratoires privés dans un environnement de coopération et de collaboration. Pour les entreprises pharmaceutiques et biotechnologiques, cela permet de réduire les coûts de R-D, d'accélérer le temps de développement des produits et d'échanger des renseignements et des données de recherche de nature non concurrentielle.

Singapour a attiré des sociétés biotechnologiques et pharmaceutiques de premier plan, notamment AstraZeneca, Bayer, Boehringer-Ingelheim, Bristol Myers Squibb, Genzyme, GlaxoSmithKline, Merck et Roche. Sept instituts de recherche et cinq consortiums de recherche se concentrent sur les sciences cliniques, la génomique, la bioingénierie, la biologie moléculaire et cellulaire, la bioimagerie et l'immunologie. Ce qui attire principalement l'investissement étranger à Singapour, ce sont le secteur de l'électronique du marché, les services de fabrication à contrat, la recherche intégrée, les services de logistique et les normes élevées de la fabrication de technologies. Le gouvernement de Singapour prévoit consacrer, au cours des cinq prochaines années, plus de 2,8 milliards d'USD à la croissance du secteur de la R-D biomédicale. Le [Bureau des partenariats de l'industrie des sciences biomédicales](#) a le mandat de concrétiser les partenariats établis sur les plans universitaire et industriel qui contribuent au développement économique et à l'amélioration des soins de santé de Singapour.

Conjoncture de l'investissement

Singapour n'impose des restrictions que dans quelques secteurs, principalement ceux des services financiers, des services professionnels et des médias. Tous les autres secteurs sont considérés comme ouverts. Comme lieu de choix pour faire des affaires, Singapour est connue pour sa sécurité, sa propreté et le manque évident de corruption qui peut caractériser l'activité commerciale dans beaucoup d'autres pays. Son approche favorable aux investisseurs rend la conduite des affaires dans le pays aussi facile, rapide et pratique que possible. Le gouvernement fournit des [guides électroniques pour l'établissement d'une entreprise](#), des ressources d'information et des sites Web pour le processus d'enregistrement d'une entreprise.

Le [Conseil de développement économique de Singapour](#) est le principal organisme du gouvernement qui planifie et exécute les stratégies visant à faire de Singapour une plaque tournante mondiale incontournable pour les affaires et les investissements dans tous les services de fabrication et les services qui font l'objet de transactions internationales. Une gamme de mesures incitatives fiscales et financières est mise à la disposition des entreprises qui investissent dans la R-D et dans la mise au point de nouvelles technologies.

Établir votre présence à Singapour

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Les exportateurs entrent habituellement sur le marché de Singapour par l'intermédiaire d'un agent ou d'un distributeur. En trouver un à Singapour n'est pas difficile étant donné que le marché sert d'entrepôt depuis longtemps et qu'il existe une multitude d'entreprises dynamiques ayant une vaste expérience. Étant donné que le marché intérieur est comparative-ment plus petit que ses voisins régionaux, de nombreux agents et distributeurs peuvent chercher à représenter des exportateurs canadiens dans un territoire plus vaste. Le [Service des délégués commerciaux du Canada](#) peut vous aider à trouver des agents potentiels et à effectuer un contrôle préalable.

BUREAU DE REPRÉSENTATION

Les entreprises canadiennes ayant plus d'expérience qui veulent établir une présence à Singapour peuvent choisir d'ouvrir un bureau de représentation. En général, un bureau de représentation a des fonctions limitées; il ne peut faire que des études de marché et de faisabilité et agir comme agent de liaison de l'entreprise; il ne peut exercer des activités commerciales, ni s'engager dans des transactions, ni expédier des marchandises ou en entreposer à Singapour.

PRÉSENCE DE L'ENTREPRISE

En vertu de sa loi sur les sociétés, Singapour permet la plupart des formes de propriété, notamment la succursale, la société privée, le propriétaire unique, la société en commandite et la société à responsabilité limitée. La loi sur les sociétés exige que l'investisseur étranger qui ouvre une succursale nomme deux agents locaux pour agir en son nom. Peut être agent local, un citoyen de Singapour, un résident permanent ou une personne qui a obtenu un permis pour faire fonction d'agent.

La création d'une coentreprise n'est ni une exigence, ni un avantage étant donné que les investisseurs locaux et étrangers sont traités sur un pied d'égalité. Étant donné que le régime de propriété intellectuelle est solide à Singapour, une concession de licence est une solution raisonnable qui peut remplacer la présence physique de certaines entreprises. Le [Conseil de développement économique de Singapour](#) est le principal organisme gouvernemental chargé de planifier et d'exécuter les stratégies qui doivent renforcer la position de Singapour comme centre d'affaires mondial; il fournit des solutions qui créent de la valeur pour les investisseurs et les entreprises. Vous trouverez également des renseignements sur le site Web de l'[Autorité de comptabilité et de réglementation des sociétés](#), qui est l'organisme national de réglementation pour les entreprises et les experts comptables et peut faciliter le développement des entités commerciales.

Finances et fiscalité

FINANCES

Le système bancaire de Singapour est solide, stable et bien financé et il a une vaste expérience du service aux entreprises étrangères. La plupart des grandes banques et institutions financières internationales ont des succursales à Singapour et de nombreuses banques

locales et internationales ont de l'expérience en financement du commerce extérieur, en opérations de change et en souscription. Aucune restriction importante ne pèse sur les envois d'argent, sur les échanges de capitaux, ni sur le rapatriement des bénéfices. Le cadre réglementaire est transparent et efficace.

FISCALITÉ

Singapour a l'un des taux d'imposition des sociétés les plus faibles parmi les économies avancées puisqu'il n'est que de 17 %. Les impôts ne s'appliquent habituellement qu'aux revenus (gagnés à Singapour ou ailleurs mais reçus à Singapour). Le Canada et Singapour ont signé une convention destinée à empêcher la double imposition qui prévoit l'échange de renseignements pour les besoins fiscaux des deux pays. Les investisseurs et les exportateurs canadiens doivent savoir que Singapour, tout comme le Canada, a une taxe sur les produits et les services. Singapour applique une TPS de 7 % sur les produits et les services à Singapour et sur l'importation de produits dans le marché.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Singapour a le régime de propriété intellectuelle le plus fort en Asie du Sud-Est; le niveau de piraterie et de contrefaçon y est moins élevé que dans les pays voisins. La législation et la réglementation se conforment entièrement à l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. On estime que l'application de la législation est meilleure que dans les marchés voisins, mais des améliorations s'imposent encore.

Le [Bureau de la propriété intellectuelle de Singapour](#) a la responsabilité de donner des renseignements sur la législation du pays en matière de propriété intellectuelle et il enregistre les brevets, les marques de

commerce et les autres formes de propriété intellectuelle. Il est possible de demander l'enregistrement en ligne par l'entremise du site Web du Bureau de la propriété intellectuelle. Le site permet également de faire une recherche dans les bases de données des marques de commerce, des brevets et des concepts déjà enregistrés.

MAIN-D'ŒUVRE

La législation sur la main-d'œuvre de Singapour est adaptée à la souplesse de la conduite des affaires et des échanges commerciaux. Les entreprises sont libres d'embaucher et de licencier avec préavis. Environ 18 % de la main-d'œuvre est syndiquée, mais les relations du travail sont amicales et empreintes de collaboration. Bien que le droit de grève existe, il n'y a pas eu de grève officielle dans le marché depuis 1986. Même s'il n'y a pas de salaire minimum, la plupart des entreprises syndiquées et non syndiquées suivent les recommandations du [Conseil national des salaires](#), un organisme tripartite composé de représentants du gouvernement, des syndicats et des employeurs.

La livraison à Singapour

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

Toutes les marchandises importées ont besoin d'un permis que l'on peut se procurer en ligne sur TradeNet, système en ligne de Singapour qui rend le processus de déclaration en douane rapide et efficace. Les marchandises qui sont apportées à Singapour en vue de leur exportation dans d'autres pays de l'ANASE doivent obtenir un permis de transbordement, que l'on peut également se procurer sur le site [TradeNet](#) des douanes de Singapour.

Tous les produits alimentaires emballés importés à Singapour doivent porter une étiquette indiquant :

- le nom du produit
- le pays d'origine

- les ingrédients, y compris ceux qui peuvent provoquer des réactions d'hypersensibilité
- la date d'expiration

D'autres exigences d'étiquetage s'appliquent aux produits alimentaires spécialisés. L'[Autorité agroalimentaire et vétérinaire de Singapour](#) est chargée de tester les importations de viande et de volaille en appliquant des normes beaucoup plus élevées que les normes internationales.

DROITS DE DOUANE

Singapour est un port franc, qui exempte 99 % des importations de droits de douane. Les exceptions sont les produits de l'alcool, le tabac, les véhicules automobiles et les produits du pétrole. Toutes les marchandises importées sont soumises à la taxe sur les biens et les services de 7 %. Pour obtenir plus de renseignements sur la réglementation relative aux taxes et aux droits de douane, veuillez consulter les sites Web de l'[Autorité du revenu intérieur de Singapour](#) et des [Douanes de Singapour](#).

NORMES

Le programme des normes nationales de Singapour est administré par SPRING, un organisme qui comprend des représentants de l'industrie, des organismes gouvernementaux et des institutions universitaires. Cet organisme établit des normes pour améliorer la compétitivité de Singapour et faciliter les échanges commerciaux. Dans la mesure du possible, les normes de Singapour correspondent aux normes internationales afin de faciliter l'accès à d'autres marchés et de réduire les obstacles au commerce international. On trouvera sur le site Web de [SPRING](#) tout un éventail de normes et de règlements sur la sécurité des consommateurs, notamment en ce qui concerne l'étiquetage.

THAÏLANDE



- › **Population** : 66 720 153 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Thaï, anglais et divers dialectes.
- › **Principales importations** : Pétrole brut, machinerie et pièces, matériel électrique et pièces, produits chimiques, fer et acier, pièces et composants électriques (2010).
- › **Exportations canadiennes** : Pâte de bois et produits en papier, engrais, machinerie et équipement électrique, matériel mécanique, pierres et métaux précieux, et céréales.
- › **Principaux partenaires à l'importation** : Japon 20,8 %, Chine 13,3 %, É.-U. 5,9 %, Malaisie 5,9 %, ÉAU 4,7 % et Corée du Sud 4,4 % (2010).
- › **Climat** : Tropical; la mousson du sud-ouest dure de la mi-mai jusqu'en septembre et la mousson du nord-est dure de novembre jusqu'à la mi-mars.
- › **Monnaie** : Baht thaïlandais (THB)
- › **Décalage horaire** : GMT + 7 heures. La Thaïlande n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 17 h 30. Quelques entreprises ouvrent aussi le samedi jusqu'à 14 h.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** : Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

Deuxième économie de l'Asie du Sud-Est, la Thaïlande possède un marché régi par des règles libérales, des politiques favorables à l'investissement étranger et des industries fortement orientées vers l'exportation. Pays doté d'une monarchie constitutionnelle, la Thaïlande a connu de longues périodes de croissance continue. En dépit de troubles politiques intermittents, le pays s'est doté d'une économie caractérisée par une infrastructure développée, un solide système d'éducation et un éventail diversifié d'industries œuvrant dans divers secteurs, notamment l'électronique, l'automobile, l'agro-industrie et le tourisme. Ces fondamentaux solides lui ont permis, au cours des années, de triompher de nombreux défis allant de l'agitation politique interne aux catastrophes naturelles.

Le Canada et la Thaïlande ont une relation commerciale forte, qui est toutefois à l'avantage de cette dernière. En 2010, les exportations du Canada étaient évaluées à 652 millions de dollars tandis que les importations en provenance de la Thaïlande atteignaient quelque 2,4 milliards de dollars. Les principales exportations du Canada en Thaïlande sont notamment le papier et la pâte de bois, les engrais ainsi que les machines et appareils électriques tandis que les principales exportations de la Thaïlande au Canada sont les produits électroniques et mécaniques ainsi que les plastiques, le caoutchouc et divers produits alimentaires. L'investissement direct du Canada en Thaïlande totalisait 890 millions de dollars en 2010, principalement dans les secteurs de l'électronique, de la fabrication et des services financiers.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

AUTOMOBILE

La Thaïlande est un important centre de fabrication automobile en Asie. Elle a produit plus de 1,6 million de véhicules en 2010, dont la moitié pour l'exportation. La production en 2012 devrait grimper à 2 millions de véhicules. La plupart des fabricants mondiaux du secteur possèdent des usines d'assemblage en Thaïlande, notamment GM, Ford, Toyota et Nissan. Le gouvernement thaï offre un soutien à l'expansion de la capacité de production de camions et de véhicules éconergétiques.

Les investisseurs devraient savoir que, dans les faits, la zone de libre-échange de l'ANASE a aboli les tarifs douaniers sur les pièces d'automobile en 2010. Cela devrait contribuer à dynamiser fortement l'activité commerciale dans la région en ce qui concerne les pièces et composants d'automobile, à réduire les coûts d'assemblage et, par les économies d'échelle qui en résultent, à accroître l'avantage concurrentiel de la Thaïlande. Même si le Japon est une force dominante dans l'industrie automobile de la Thaïlande, il y existe encore des débouchés pour des fournisseurs et des investisseurs dans les domaines des pièces d'automobile, de l'outillage, des services de conception et d'ingénierie, des tests et du soutien logistique. L'[Institut de l'automobile de la Thaïlande](#) fournit des renseignements sur l'industrie, des résultats de recherche et d'essai de produits ainsi que des conseils. L'[Association des fabricants de pièces d'automobile de la Thaïlande](#) peut également être une bonne source d'information et de contacts; veuillez noter que son site Web est principalement en langue thaï.

AGRICULTURE, ALIMENTS ET BOISSONS

La Thaïlande est l'un des rares exportateurs nets de produits alimentaires de l'Asie du Sud-Est. En 2010, elle s'est classée au 12^e rang des exportateurs de produits alimentaires dans le monde et, en Asie, elle ne cède la préséance qu'à la Chine. Sa biodiversité naturelle et sa productivité agricole lui permettent de produire une abondante variété de céréales ainsi que de fruits et de légumes frais. Elle est un chef de file mondial pour les exportations de riz, de manioc et de fruits frais ou en conserve, et elle se signale également pour la récolte et la transformation de poissons et de fruits de mer. La Thaïlande est récemment devenue un gros exportateur de poulet et de bétail. Si les inondations ont toujours joué un rôle bénéfique pour l'irrigation et la fertilisation des sols, celles qui se sont produites récemment ont dévasté l'économie de la Thaïlande, affectant notamment les récoltes et la production industrielle. Cela pourrait donner lieu à un accroissement de la demande future de systèmes de gestion et de contrôle des eaux.

Le Canada vend à l'industrie agricole de Thaïlande de grandes quantités d'engrais qui devraient s'accroître avec le développement de l'agriculture thaï. Les équipements et les machines pour la récolte et la transformation des produits alimentaires sont toujours en demande, tout comme les matériels de réfrigération, de stockage et de conditionnement. Les produits alimentaires conformes aux normes de l'[Institut des normes halal de Thaïlande](#) ont un avantage puisque la Thaïlande occupe le premier rang parmi les pays de l'ANASE pour les exportations de produits halal. On trouvera de plus amples renseignements sur les normes de transformation des aliments sur les sites Web de l'[Institut national des denrées alimentaires de Thaïlande](#).

Les partenariats d'affaires aboutissant à l'introduction de produits alimentaires en Thaïlande sont susceptibles de favoriser des ventes dans ce domaine dans toute la région de l'ANASE. Cette région constitue en effet un marché de plus de 600 millions de consommateurs dont certains sont en train d'acquérir des goûts différents des goûts traditionnels et apprécient de plus en plus les aliments prêts à consommer et conditionnés sous emballage pratique.

Les entreprises canadiennes qui peuvent apporter un savoir-faire et des technologies à la production et à la transformation alimentaires dans des conditions de salubrité et de sécurité élevées trouveront en Thaïlande un environnement accueillant. Plus que jamais, le marché thaï est ouvert à de nouvelles expériences alimentaires, à des goûts différents et à des styles occidentaux. Les principaux sous-secteurs sont la transformation, le stockage, la réfrigération, le conditionnement et l'expédition. On trouvera plus de renseignements ainsi que des nouvelles et des annuaires professionnels sur les sites Web de l'[Association de l'emballage de Thaïlande](#) et de l'[Association de la transformation alimentaire de Thaïlande](#).

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'[Institut de l'électricité et de l'électronique](#) du gouvernement thaïlandais a pour mission de développer et de promouvoir l'industrie de l'électricité et de l'électronique du pays. Les pièces et composants électroniques constituent un secteur industriel majeur de la Thaïlande et font du pays un acteur clé du marché mondial de l'électronique. La Thaïlande occupe la première place mondiale pour la production et l'exportation de lecteurs de disques durs et est un des chefs de file mondiaux dans l'exportation de circuits imprimés et de semi-conducteurs. Fujitsu, Seagate, Philips et LG, de même que d'autres marques connues,

ont en Thaïlande des installations de fabrication, d'assemblage, d'essais, de recherche et de développement. Les interruptions de fabrication occasionnées par les catastrophes naturelles ont soulevé des questions au sujet de la concentration de la production en Thaïlande, mais l'industrie thaïe se battra pour conserver son leadership mondial et prouver qu'elle demeure un fournisseur de produits électroniques fiable.

Les exportateurs et les investisseurs canadiens devraient noter que l'industrie électronique thaïe dépend d'importations substantielles de matières premières, de pièces et de composants pour la fabrication de produits finis. Il existe donc d'excellentes possibilités pour les fabricants d'établir une présence locale et de s'intégrer à la vaste chaîne d'approvisionnement du secteur. La meilleure qualité, l'innovation continue, le service après-vente et des prix compétitifs sont des éléments clés pour accéder à cette chaîne d'approvisionnement.

Conjoncture de l'investissement

La Thaïlande continue d'avoir l'un des régimes d'investissement étranger les plus libéraux d'Asie du Sud-Est. Elle encourage l'investissement direct étranger qui peut faire progresser l'économie, favoriser l'emploi et produire un bon rendement du capital investi dans les transferts de technologie. Le gouvernement thaï a divisé le pays en zones qui bénéficient de degrés divers d'incitation à l'investissement. La Thaïlande essaie de ne dépendre d'aucun pays comme source d'investissement, mais la Chine, Singapour et la Corée du Sud ont, au cours des dernières années, joué un rôle prédominant en la matière. Ce sont les secteurs des métaux, de la machinerie et de l'équipement de transport qui enregistrent le plus d'activité d'investissement, suivis de l'électronique, de l'infrastructure et des produits chimiques.

Les investisseurs auront intérêt à se renseigner auprès du [Bureau de l'investissement de Thaïlande](#) sur le détail de la procédure ainsi que sur les restrictions et les encouragements qui concernent des industries ou des secteurs particuliers.

Établir votre présence en Thaïlande

Tous les types d'organisations d'affaires sont licites en Thaïlande, y compris les agents, les distributeurs, les représentants, les sociétés à responsabilité limitée enregistrées et les coentreprises.

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Même si la loi n'exige pas de recourir à des agents ou à des distributeurs locaux pour la vente de biens en Thaïlande, c'est là une stratégie d'entrée recommandée en raison de l'importance que l'on accorde aux relations personnelles. Un agent ou un distributeur peut fournir la connaissance du marché et l'accès à un réseau de contacts établi qui peuvent assurer le succès d'une première incursion dans le marché thaï.

BUREAU DE REPRÉSENTATION

Les entreprises qui veulent établir un bureau de représentation en Thaïlande doivent d'abord acquérir la personnalité morale en s'enregistrant auprès du ministère thaï du Commerce et en obtenant un numéro d'identification fiscale. Un bureau de représentation ne peut servir qu'à certains types d'activités telles que des études de marché et la prestation du contrôle de la qualité et du soutien de la garantie des produits offert par le siège social à l'étranger; il ne peut pas s'engager dans des activités d'affaires qui génèrent des revenus.

COENTREPRISES / LICENCES

La législation thaïe considère les coentreprises comme des contrats entre des partenaires dans lesquels chacun préserve son identité juridique. Ces contrats portent généralement sur des questions de soutien financier, de transfert de technologie et de formation. Vous trouverez plus de renseignements auprès du [Service des délégués commerciaux du Canada](#) de l'[Ambassade du Canada en Thaïlande](#) et de l'[Ambassade royale de la Thaïlande au Canada](#).

Finances et fiscalité

FINANCES

Le système bancaire de la Thaïlande est réputé être un système sain régi par des règles de capitalisation et de gestion du risque. Les transactions de change doivent être effectuées par l'intermédiaire des banques commerciales ou des intermédiaires financiers autorisés tels que des cambistes ou des sociétés auxquelles le ministère des Finances a délivré une licence de change. Le rapatriement de fonds d'investissement ou le remboursement de prêts étrangers sont permis sans restriction, à condition que les documents justificatifs soient présentés. Le [Bureau de l'investissement de Thaïlande](#) est une excellente source d'information sur l'investissement.

FISCALITÉ

Afin d'encourager davantage les investissements directs étrangers en Thaïlande, le ministère des Finances met en œuvre des réductions graduelles de l'impôt des sociétés. Le taux de 30 % appliqué en 2011 sera réduit à 23 % en 2012, puis à 20 % en 2013. Une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 7 % s'applique aux biens et aux services importés et vendus en Thaïlande. La TVA s'applique également à la valeur ajoutée à chaque stade du processus de production, depuis les importations jusqu'aux ventes en gros et aux ventes au détail. Vous trouverez plus d'information sur la fiscalité sur le site Web du [ministère du Revenu de Thaïlande](#).

La Thaïlande offre un éventail d'incitatifs pour les investisseurs, notamment des exemptions de droits de douane sur certaines catégories de biens importés, des permis de faire venir des travailleurs qualifiés dans certains secteurs de promotion des investissements, des droits et des garanties exclusives de non-concurrence pour certains investissements, des exonérations fiscales pour l'installation dans certaines zones économiques, des réductions d'impôt pour la fabrication de produits inédits en Thaïlande et des exemptions de droits de douane sur des matières premières et des composants utilisés dans la production d'articles électroniques. On pourra obtenir de plus amples détails sur les politiques en matière d'investissements étrangers en s'adressant directement au [Bureau de l'investissement de Thaïlande – Incitatifs pour la promotion des investissements](#).

Aspects juridiques

Le système judiciaire de la Thaïlande est considéré comme indépendant même si son fonctionnement est complexe et n'est pas des plus rapides. Le droit commercial thaï relève principalement du code commercial, mais la Thaïlande possède également un système de lois civiles qui régissent les activités autres que commerciales ainsi qu'une loi distincte sur les faillites qui régit les questions relatives à l'insolvabilité.

Malgré le succès de l'activité commerciale en Thaïlande, la corruption est un problème pour les investisseurs et les exportateurs. Le pays s'est toutefois doté d'une [Commission nationale anti-corruption](#), un organe indépendant chargé de coordonner les efforts déployés par l'État pour lutter contre la corruption.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La Thaïlande a un [Département de la propriété intellectuelle](#) ainsi que des lois relatives à la propriété intellectuelle et elle se conforme à l'accord de l'OMC sur les aspects du droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Toutefois, le pays a pris du retard dans la mise à jour de ces lois ou dans leur application aux problèmes de propriété intellectuelle émergents tels que les médias numériques et les droits de diffusion. Le piratage et la violation de la propriété intellectuelle sont des problèmes d'actualité et l'application de la loi ainsi que la répression des délits sont considérés comme laxistes et inefficaces. Pour s'assurer que la propriété intellectuelle est protégée aussi bien que possible, les entreprises canadiennes sont invitées à consulter un cabinet juridique spécialisé dans le domaine avant de vendre ou d'investir dans le marché.

MAIN-D'ŒUVRE

L'environnement de travail de la Thaïlande est généralement pacifique; les grèves et actions syndicales y sont peu fréquentes. Le code du travail de la Thaïlande a été révisé pour tenir compte des normes internationales qui définissent la semaine de travail de 48 heures, limitent les heures supplémentaires, régissent les travaux dangereux, prévoient des congés payés et interdisent le travail des enfants de moins de 15 ans.

La Thaïlande impose un salaire minimum dans les diverses régions du pays, mais la plupart des exportateurs canadiens et des investisseurs étrangers cherchent habituellement à employer une main-d'œuvre qualifiée qui commande des taux de rémunération plus concurrentiels. Les niveaux d'éducation et de qualification de la main-d'œuvre thaïe ont augmenté ces dernières années, mais il y a encore une pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée. Le [Bureau de l'investissement de Thaïlande – Coûts de la main-d'œuvre](#) fournit les résultats d'une étude sur le coût moyen de la main-d'œuvre pour divers emplois et professions.

La livraison en Thaïlande

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

La Thaïlande exige des licences d'importation pour 26 catégories de biens importés, notamment les matières premières, le pétrole, les textiles, les produits pharmaceutiques et les produits agricoles. Les articles qui n'exigent pas de licence d'importation peuvent toutefois nécessiter la production de documents pour se conformer aux normes thaïes. Le dédouanement des produits requiert un formulaire de déclaration d'importation ainsi que des documents d'expédition standard tels que :

- › facture commerciale
- › liste d'emballage
- › connaissance aérien ou maritime
- › lettre de crédit

Le recours aux services d'un transitaire est hautement recommandé.

L'Administration thaïlandaise des médicaments et aliments exige que les produits alimentaires importés soient munis d'une étiquette indiquant le nom, la description, le poids net ou le volume du produit, ainsi que sa date de fabrication et sa date de péremption. Les étiquettes doivent également indiquer le nom du fabricant et le numéro d'enregistrement du produit et doivent être imprimées en thaï. Certains produits alimentaires spéciaux et certains produits de base doivent faire l'objet d'une approbation préalable d'étiquette par l'[Administration des médicaments et des aliments](#) de Thaïlande et être accompagnés d'un certificat d'analyse de composition délivré par le gouvernement ou un organe approuvé du pays d'origine.

DROITS DE DOUANE

La plupart des biens importés en Thaïlande sont assujettis à des droits de douane qui varient en fonction du type de produit. On peut s'adresser au [ministère du Commerce](#) pour obtenir la liste des produits importés qui sont assujettis à des droits de douane. Certains biens importés sont également assujettis à un droit d'accise, tels que les produits pétroliers, les boissons, l'équipement électrique, les parfums et cosmétiques, le cristal, les véhicules de tourisme et les yachts. Certains produits de base et marchandises destinés à l'exportation font eux aussi l'objet de droits de douane.

NORMES

Le ministère de l'Industrie de Thaïlande administre les normes nationales par l'intermédiaire de l'[Institut des normes industrielles de Thaïlande](#). Celui-ci délivre également les accréditations des organes de certification par l'intermédiaire du [Conseil national d'accréditation de Thaïlande](#).

VIETNAM



- › **Population** : 90 549 390 (estimation de juillet 2011)
- › **Langue officielle** : Vietnamien, plus anglais, français et divers dialectes.
- › **Principales importations** : Machinerie et équipement, produits pétroliers, produits en acier, intrants pour les textiles et les vêtements, produits électroniques et plastiques (2010).
- › **Exportations canadiennes** : Appareils mécaniques, fer et acier, engrais, produits alimentaires, sous-produits de l'alimentation, et fruits de mer.
- › **Principaux partenaires à l'importation** :
Chine 23,8 %, Corée du Sud 11,6 %, Japon 10,8 %, Taïwan 8,4 %, Thaïlande 6,7 %, Singapour 4,9 % (2010).
- › **Climat** : Mousson dans le nord et climat tropical dans les régions du sud. La mousson dure de mai à septembre.
- › **Monnaie** : Dong vietnamien (VND)
- › **Décalage horaire** : GMT + 7 heures. Le Vietnam n'observe pas l'heure avancée.
- › **Heures de bureau** : Du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h. De nombreuses entreprises ouvrent aussi de 8 h à 11 h 30 le samedi.
- › **Heures d'ouverture des bureaux gouvernementaux** :
Du lundi au vendredi, de 7 h 30 ou 8 h à 16 h 30. Les bureaux sont fermés le midi, habituellement de 11 h 30 à 13 h 30.

Le Vietnam est perçu comme la nouvelle histoire de croissance de l'Asie du Sud-Est. Pays socialiste à parti unique, le Vietnam s'est aligné sur un modèle chinois de réforme de libre marché sous le contrôle de l'État et s'ouvre à l'investissement étranger comme solution de rechange peu coûteuse à la Chine et à d'autres de ses voisins. Il possède des avantages naturels, dont une vaste assise territoriale comparable à celle de l'Allemagne et une importante population généralement jeune, éduquée et qualifiée de plus de 85 millions d'habitants. Le Vietnam est membre de l'ANASE depuis 1995 et de l'OMC depuis 2007.

De grandes quantités d'investissements étrangers ont pris le chemin du Vietnam ces cinq dernières années, principalement attirés par le faible coût de sa main-d'œuvre, son vaste marché intérieur et ses importantes ressources naturelles. Seule Singapour a attiré plus d'investissements étrangers en 2009 et 2010. Les grandes entreprises internationales voient également le Vietnam comme un centre pour leurs activités dans la région. Intel, le plus gros fabricant de puces électroniques, par exemple, a ouvert à Hô Chi Minh-Ville en 2010 une usine d'essai de puces d'une valeur d'un milliard d'USD qui emploie 4 000 personnes; son choix a porté sur le Vietnam en raison de sa proximité des consommateurs, de son approvisionnement fiable en eau et en électricité et de sa main-d'œuvre qualifiée.

Les prévisions de grandes institutions financières internationales donnent le Vietnam comme un futur chef de file de l'économie. Ainsi, par exemple, Goldman-Sachs a prédit que l'économie vietnamienne occuperait le 17^e rang mondial d'ici 2025 tandis que PricewaterhouseCoopers croit que, d'ici 2025 également, le Vietnam sera l'économie émergente au taux de croissance le plus élevé. Le fait est que le Vietnam a, en grande partie, échappé au ralentissement économique de 2009, mais plus récemment, une poussée d'inflation et un déficit chronique de sa balance commerciale chronique ont entraîné une importante dépréciation de sa monnaie.

Le Canada a exporté pour quelque 247 millions de dollars de marchandises au Vietnam en 2010 et en a importé pour plus de 1,17 milliard. L'investissement direct étranger du Canada au Vietnam est à la traîne de nombreux autres pays, se chiffrant à moins de 90 millions de dollars. Cependant, le développement rapide du Vietnam et sa forte demande de biens et de services industriels à l'appui de la croissance de son secteur manufacturier devraient attirer davantage les intérêts canadiens.

Débouchés pour les exportateurs et les investisseurs canadiens

Ses perspectives économiques, ses efforts intensifs visant à améliorer son infrastructure et son vaste marché au pouvoir d'achat croissant font du Vietnam une destination attrayante pour les exportateurs et les investisseurs canadiens. L'agriculture et l'agroalimentaire, l'électricité ainsi que le pétrole et le gaz sont perçus comme les principaux marchés.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ses sols fertiles ont permis au Vietnam de devenir le deuxième exportateur mondial de riz, l'un des plus gros exportateurs de café et de noix de cajou et un important producteur de sucre, de caoutchouc et de coton. Le Vietnam est parvenu à de tels résultats sans application de techniques agricoles novatrices, ni mécanisation poussée, ni utilisation de semences et d'engrais à haut rendement. Il lui est maintenant possible d'élargir son profil agricole et alimentaire en ce qui concerne le bétail, les produits laitiers et le coton, mais il lui faudra pour ce faire importer de nombreux équipements et suppléments agricoles. De gros volumes d'investissements étrangers sont également nécessaires pour aménager des grandes exploitations agricoles, construire des systèmes modernes d'irrigation et de contrôle de l'eau et bâtir des usines de transformation des produits de base afin de satisfaire à la demande croissante d'aliments transformés et préemballés de la population vietnamienne. Le site Web du [ministère de l'Agriculture et du Développement rural](#) donne des renseignements sur le secteur et expose les stratégies prévues pour l'atteinte des objectifs établis.

Le Vietnam est conscient du potentiel de développement de son agriculture et l'[Agence de promotion du commerce du Vietnam](#) a désigné ce secteur comme l'un de ceux où l'investissement doit être stimulé. Le pays a donc commencé à ouvrir l'agriculture vietnamienne à l'investissement étranger et établi des incitatifs pour mousser l'intérêt pour ce secteur et en accélérer le développement. Il existe de multiples possibilités pour les exportateurs et les investisseurs canadiens de jouer un rôle de soutien important dans la modernisation du Vietnam.

La forte croissance de la population urbaine du Vietnam a donné lieu à une appréciation accrue pour un vaste éventail de produits alimentaires transformés et emballés de meilleure qualité. Les ventes de produits alimentaires transformés connaissent une croissance annuelle de l'ordre de 10 à 15 %. Toutefois, la concurrence est forte dans le secteur agroalimentaire et des pays comme les États-Unis et l'Australie sont déjà très actifs sur ce marché.

ÉLECTRICITÉ

Avec ses nombreuses rivières et ses précipitations abondantes, le Vietnam possède d'importantes ressources hydrauliques. Il a été capable d'investir dans de nouveaux projets hydroélectriques et d'accroître sa capacité de presque 20 000 MW. L'hydroélectricité constitue 36 % de la production d'électricité du pays. La production thermique, dans des centrales alimentées principalement au charbon, au pétrole et au gaz, fournit le reste de la consommation dans ce domaine. La demande intérieure du Vietnam connaît une croissance annuelle de 15 % qui est stimulée par une forte croissance de la production industrielle et les besoins accrus d'une classe moyenne de plus en plus à l'aise. Dans sa version préliminaire, le VII^e plan directeur du Vietnam estime qu'une capacité additionnelle de 4 100 MW sera nécessaire en moyenne chaque année entre 2011 et 2015.

Le plan directeur prévoit également combiner une restructuration du monopole de transport et de distribution de l'électricité du Vietnam ([Électricité du Vietnam](#) ou EVN) une libéralisation du marché de l'électricité, la construction d'un réseau énergétique plus efficace et l'affectation d'un plus grand nombre de ressources au développement de l'énergie renouvelable. Des projets pour 20 nouvelles centrales hydroélectriques et neuf centrales thermiques totalisant quelque 13 766 MW sont en cours de réalisation

au Vietnam. La construction, à un coût estimatif de 6 milliards d'USD, de deux centrales nucléaires pouvant produire 2 000 MW chacune est également prévue. EVN estime que la réalisation des projets d'expansion du réseau électrique du Vietnam exigera des dépenses de l'ordre de 40 milliards d'USD d'ici 2015.

Les investisseurs et les exportateurs canadiens devraient prendre note des formidables débouchés qui sont offerts dans ce secteur en rapide développement. L'[Agence de promotion du commerce du Vietnam](#) et le [ministère de la Planification et de l'Investissement](#) peuvent vous donner des renseignements sur ces débouchés.

PÉTROLE ET GAZ NATUREL

Le Vietnam est le troisième producteur de pétrole en Asie du Sud-Est. Il a exporté 15 millions de tonnes de brut en 2010, pour un revenu total de 9,2 milliards d'USD. Le gouvernement a désigné ce secteur comme une priorité essentielle du développement de l'économie.

Les réserves sont estimées à 5 milliards de barils de pétrole et à 24,1 billions de pieds cubes de gaz naturel. Tandis que la production de gaz naturel connaît une croissance ininterrompue, la production de pétrole à partir de champs qui arrivent à maturité devrait ralentir, si bien que le Vietnam considère qu'il y a une certaine urgence à trouver et à exploiter de nouvelles sources. [Petro Vietnam](#), la compagnie pétrolière d'État, procède activement à des travaux d'exploration en Malaisie, en Mongolie et en Algérie, mais le gros de son activité exploratoire se fait dans la mer de Chine occidentale, un territoire que revendiquent également la Chine et la Malaisie. L'accroissement de l'activité pétrolière et gazière dans le pays a donné une forte impulsion à la demande d'importation de technologies, de services et d'équipement.

Le Plan directeur jusqu'en 2015 et la vision pour 2025 en ce qui concerne le secteur gazo-pétrolier du Vietnam font état d'un besoin d'investissement de quelque 203 milliards d'USD pour atteindre les buts que le pays s'est fixés. Il est prévu que Petro Vietnam fournisse près de 40 % de cet investissement, soit environ 81 milliards d'USD. L'approvisionnement et l'investissement dans ce secteur sont régis par la loi sur le pétrole de 2008, la réglementation de 2011 concernant les offres pétrolières et le décret n° 15 de 2009. Ensemble, ces dispositions régulatrices circonscrivent les types d'entreprises qui sont autorisées à participer à l'activité du secteur pétrolier, mais accordent à Petro Vietnam la préséance en ce qui concerne les activités d'exploration. Des pétrolières canadiennes telles que Talisman sont déjà actives dans la région et d'autres investisseurs canadiens pourraient y trouver des débouchés dans les activités d'exploration et de forage ainsi que dans les activités de développement en aval. Des exemples de telles activités sont notamment un projet d'expansion de la raffinerie Dung Quat au coût d'un milliard d'USD, la raffinerie Ngho Son au coût de 7 milliards d'USD et le complexe pétrochimique Long Son de 4.5 milliards d'USD.

Conjoncture de l'investissement

Les activités commerciales que les investisseurs étrangers et les entreprises locales peuvent mener au Vietnam sont régies par la loi sur l'investissement de 2006 et la loi sur les entreprises, qui définissent les types d'entreprises appropriées pour l'investissement. Le nivellement des obstacles à un libre jeu de la concurrence a beaucoup fait pour promouvoir la clarté et la prévisibilité de la planification à long terme. Par ailleurs, ce n'est que récemment que le Vietnam a commencé à accélérer le pas pour se conformer aux règles et aux normes de l'OMC.

La fabrication industrielle, la construction immobilière, le tourisme et les biens de consommation sont tous des secteurs qui ont attiré de grandes quantités d'investissement étranger. Cependant, avec l'accroissement des influx de capitaux étrangers, les préoccupations au sujet des risques et difficultés endémiques ont également commencé à s'amplifier. Le Vietnam est réputé pour son niveau élevé de corruption, son indémêlable écheveau de formalités administratives et son manque de transparence financière. Sa myriade d'entreprises d'État contribuent à 38 % du PIB et font une concurrence directe aux entreprises privées tant vietnamiennes qu'étrangères. Malgré des promesses officielles en ce sens, la privatisation des entreprises d'État se fait de manière lente et irrégulière.

Établir votre présence au Vietnam

AGENTS ET DISTRIBUTEURS

Le gouvernement vietnamien exige que les industriels étrangers retiennent les services d'agents et de distributeurs pour la distribution de biens au Vietnam, sauf s'ils ont obtenu une licence d'investissement. L'agent vietnamien est responsable de tout ce qui a trait à la prospection du marché, à la promotion, au suivi des prospects et au service après-vente, mais c'est le fournisseur lui-même qui conclura les transactions et assumera le risque d'insolvabilité. Contrairement à l'agent, le distributeur achète les biens du fournisseur étranger et les revend lui-même au Vietnam. Un distributeur peut également jouer un rôle d'agent et il cherche généralement à combiner les deux rôles lorsqu'il s'agit de transactions de grande valeur monétaire.

BUREAU DE REPRÉSENTATION ET SUCCURSALE

Un bureau de représentation ne peut rien faire d'autre que de rechercher des débouchés et évaluer les efforts de marketing et de vente que doit faire l'établissement principal étranger. Il ne peut pas générer de revenus ni s'engager dans la vente de biens ou de services professionnels. Il n'a pas le droit non plus de sous-louer des locaux ou d'agir comme locataire.

La succursale est la manière de prédilection de faire des transactions commerciales. Pour ce faire, il faut obtenir auprès du [ministère de l'Industrie et du Commerce](#) une licence qui est généralement délivrée dans la ville ou la province où le siège de la succursale doit être établi.

Finances et fiscalité

FINANCES

Le système bancaire du Vietnam a encore beaucoup de chemin à parcourir pour rivaliser d'efficacité avec celui de ses concurrents régionaux. La plupart des banques vietnamiennes sont insuffisamment capitalisées et la [banque d'État du Vietnam](#) manque d'indépendance dans des affaires d'une importance cruciale. Les banques commerciales étrangères peuvent ouvrir au Vietnam des comptoirs sous licence, mais le nombre de succursales qu'elles peuvent y ouvrir est limité. Le Vietnam ne pratique pas le contrôle des changes, mais la banque centrale a annoncé un certain nombre de politiques monétaires pour rendre l'accès aux prêts en dollars plus difficile et, ce faisant, contrer la croissance trop rapide du crédit étranger en renforçant le crédit national.

FISCALITÉ

Dans la plupart des secteurs, le taux d'imposition de base des sociétés établi par le [ministère des Finances](#) est de 25 %. Il existe également des taux préférentiels de 10 à 15 % dans certaines zones économiques spéciales, des régions à faibles niveaux de revenus et des secteurs ciblés désignés comme prioritaires par le gouvernement. Un taux d'imposition plus élevé se situant entre 32 et 50 % s'applique au secteur du pétrole et du gaz naturel ainsi qu'à celui des ressources naturelles. Les exportateurs et les investisseurs étrangers devraient noter qu'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 10 % s'applique à la vente des biens et des services au Vietnam. Le Vietnam et le Canada ont signé en 1997 un traité visant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale.

Aspects juridiques

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Vietnam est signataire de nombreuses conventions internationales sur la propriété intellectuelle, notamment l'accord de l'OMC sur les aspects des [droits de propriété intellectuelle](#) qui touchent au commerce, la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. Néanmoins, la prolifération des contrefaçons et des copies frauduleuses au Vietnam met en relief les difficultés concernant l'application de la réglementation et l'efficacité du système judiciaire dans ce pays. Les entreprises étrangères doivent être vigilantes et protéger activement leurs intérêts en enregistrant tous leurs droits à la propriété intellectuelle auprès des autorités compétentes. Les droits d'auteur, les brevets et les marques de commerce devraient être enregistrés auprès de l'[Office national de la propriété intellectuelle du Vietnam](#). On aura également intérêt à prendre conseil auprès d'un expert juridique en la matière.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Faire ordonner l'application des conditions d'un contrat par les tribunaux du Vietnam est une entreprise difficile. Le système judiciaire y est en effet peu développé et ne dispose pas de la formation et des ressources adéquates pour trancher efficacement les différends contractuels. Les parties recourent habituellement à la négociation plutôt que de s'en remettre aux tribunaux. Une autre solution est de soumettre les différends au système des arbitres indépendants du Vietnam qui, par voie d'ordonnance d'arbitrage commercial, peuvent rendre des décisions exécutoires.

MAIN-D'ŒUVRE

Le Vietnam est connu pour sa main-d'œuvre industrielle et peu coûteuse composée principalement de travailleurs jeunes et éduqués, dont le taux d'alphabétisation est de 94 %. Le Vietnam reconnaît le droit à la syndicalisation et à la grève, mais il n'existe qu'un syndicat d'envergure nationale et les autorités ont le pouvoir d'intervenir pour mettre fin aux grèves. Le marché du travail du Vietnam souffre de divers stress, dont ceux causés par une importante migration des travailleurs des campagnes vers les centres urbains, la concentration d'une majorité des emplois dans des entreprises non déclarées et la pénurie d'emplois de qualité pour satisfaire à la demande.

La livraison au Vietnam

DOCUMENTATION ET ÉTIQUETAGE

Les biens exportés au Vietnam doivent faire l'objet d'une déclaration en douane dans les 30 jours. La déclaration doit être établie en trois exemplaires par le [Département général des douanes](#) et accompagnée des documents ou prestations suivants :

- formulaire de déclaration d'importation
- licence d'importation (s'il y a lieu)
- contrat commercial
- facture commerciale et liste d'emballage (s'il y a lieu)
- connaissance
- certificat d'origine (s'il y a lieu)
- paiement des taxes et des droits de douane

Les biens exportés au Vietnam pour des salons commerciaux, des expositions ou d'autres événements commerciaux semblables ne sont pas assujettis aux tarifs, droits de douane et taxes, mais leur rapatriement doit avoir lieu dans les 30 jours suivant la fin de l'événement. Les biens spécialisés doivent être examinés par l'organisme vietnamien pertinent. Par exemple, les produits minéraux doivent être examinés par le ministère de l'Industrie lourde, les animaux vivants et les aliments pour animaux par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et les produits pharmaceutiques par le ministère des Soins de santé.

Le [ministère de la Science et de la Technologie](#) est responsable du contrôle de l'État sur l'étiquetage. Les matières premières, les produits alimentaires frais, les produits alimentaires transformés et les matériaux de construction ne sont soumis à aucune règle d'étiquetage. Tous les autres biens doivent être munis d'une étiquette indiquant le nom du produit, le nom et l'adresse des courtiers importateurs, le pays d'origine du produit et tous autres renseignements exigés par la loi. Les étiquettes doivent être en vietnamien ou accompagnées d'une sous-étiquette indiquant en vietnamien les renseignements requis.

DROITS DE DOUANE

Le Vietnam est en train de changer graduellement sa structure tarifaire pour se conformer aux exigences de l'OMC et de la zone de libre-échange de l'ANASE. La plupart des biens importés font aujourd'hui l'objet de droits de douane beaucoup moins élevés qu'auparavant. Les tarifs douaniers varient en fonction des produits, mais puisque le Canada bénéficie du statut de nation la plus favorisée en tant que membre de l'OMC, nos exportations bénéficient de tarifs préférentiels. Les exportateurs canadiens devraient consulter les [autorités douanières vietnamiennes](#) pour connaître les tarifs s'appliquant à des produits en particulier. Les investisseurs canadiens faisant partie des secteurs encouragés ou spécialement encouragés peuvent importer des matières premières et des pièces de composants en franchise de douane pourvu que ces biens soient utilisés à des fins de production dans les secteurs visés. Les biens importés pour la recherche scientifique et le développement de technologies inédites au Vietnam sont eux aussi exempts de droits de douane. Pour plus de détails, veuillez consulter les autorités juridiques et douanières du Vietnam.

NORMES

L'organe national de normalisation du Vietnam est la [Direction des normes, de la métrologie et de la qualité](#), qui relève du ministère de la Science et de la Technologie. Même si le Vietnam a fait beaucoup de progrès dans l'établissement d'un système de normes, il existe encore beaucoup d'inconsistances en la matière. Certaines normes répondent à des exigences nationales, d'autres relèvent d'organismes de réglementation et d'autres encore sont soumises aux deux niveaux d'autorité.

SOLUTIONS D'EDC



EDC est toujours prête à envisager de soutenir de nouvelles activités commerciales sur le marché de l'Asie du Sud-Est. Si vous songez à établir une présence commerciale dans ce pays, n'oubliez pas de communiquer avec nous afin de découvrir comment nos services d'atténuation des risques, de cautionnement et de financement peuvent vous aider. Vous trouverez des renseignements à jour sur ces solutions sur le site Web d'EDC, au **www.edc.ca**.

Atténuation des risques

Vos créances comptent parmi vos actifs les plus précieux. Mais qu'arriverait-il à votre société si ces actifs disparaissent parce qu'un client ne peut pas ou ne veut pas payer? Il peut s'agir là d'un risque particulier si vous vendez dans un marché étranger ou à un acheteur étranger peu connu. Mais vous pouvez vous protéger contre les pertes de ce genre en faisant appel aux solutions d'assurance d'EDC, que vous ayez besoin d'assurer une seule transaction ou de multiples projets. EDC peut également vous assurer contre tout un éventail de menaces politiques allant de l'inexécution de contrat à l'expropriation. Et qui plus est, une fois que vous aurez souscrit une assurance d'EDC, votre institution financière pourrait être disposée à vous fournir un fonds de roulement supplémentaire parce qu'elle saura que ses pertes seront couvertes même si vous n'êtes pas payé. Si vous êtes un investisseur canadien dont les créances sont engendrées par des sociétés affiliées à l'étranger en propriété exclusive, ne manquez pas de parler à EDC de la couverture possible de ces actifs.

Cautionnement et garanties

Il arrive parfois qu'un client ou un fournisseur exige un cautionnement, c'est-à-dire une somme d'argent tenue en fiducie comme garantie d'exécution du contrat. Ce cautionnement est émis en votre nom par une banque. Si un client ou un fournisseur estime que vous n'avez pas respecté les conditions du contrat pour quelque motif que ce soit, il peut faire appel du cautionnement, c'est-à-dire qu'il peut exiger que votre banque lui paie la valeur du cautionnement. À cause de ce risque, la banque demandera probablement un nantissement, ce qui peut bloquer vos fonds ou votre ligne de crédit. Pour empêcher que vos fonds soient immobilisés, EDC peut fournir une garantie à votre banque de façon à ce qu'elle puisse récupérer son argent en cas d'appel du cautionnement.

Si l'acheteur ou le fournisseur fait appel du cautionnement, vous devrez rembourser EDC ou l'institution financière qui l'aura payé en votre nom. Certains types de cautionnement sont assortis d'une assurance qui vous prémunit contre le remboursement intégral de la somme en cas d'appel injustifié.

Soutien financier

Bien souvent, une proposition financière peut avoir une importance critique dans vos contrats de vente. EDC peut fournir du financement directement à votre client étranger pour l'exportation de biens d'équipement et de services. Vous obtenez ainsi une vente au comptant parce qu'EDC assume le risque de défaut de paiement et vous verse directement les fonds, normalement d'une manière qui correspond aux modalités de paiement de votre contrat commercial.

Nous pouvons également fournir à votre institution financière une garantie qui pourrait vous aider à accéder à un financement additionnel pour soutenir vos exportations ou vos investissements à l'étranger. Nous pouvons, par exemple, fournir des garanties sur prêts pour financer votre travail en cours ou l'achat d'équipement ou pour répondre à vos besoins continus de fonds de roulement requis pour vos activités d'exportation.

CONTACTS ET LIENS UTILES

Associations commerciales locales et régionales

Il existe de nombreuses associations de gens d'affaires dans le marché de l'Asie du Sud-Est et celles-ci peuvent être d'excellentes sources de prospects et de renseignements une fois que vous avez fait votre travail de marketing de base. Le représentant en chef d'EDC dans la région ou le Service des délégués commerciaux du Canada dans chaque pays peuvent vous mettre en contact avec les personnes clés de ces organismes.

REPRÉSENTANT D'EDC DANS LA RÉGION DE L'ASIE DU SUD-EST

Haut-commissariat du Canada
One George Street, #11-01
Singapour 049145
Site Web : www.edc.ca

ROB SIMMONS

Représentant en chef d'EDC
Tél. : 011-65-6854-5949
Tél. : 613-598-3022
Courriel : rsimmons@edc.ca

RAJESH SHARMA

Directeur régional d'EDC
Tél : 011-65-6854-5949
Courriel : rasharma@edc.ca

REPRÉSENTATION DU GOUVERNEMENT CANADIEN DANS LA RÉGION DE L'ASIE DU SUD-EST

BRUNEI DARUSSALAM

Haut-commissariat du Canada à Brunei Darussalam
5^e étage, Immeuble Jalan McArthur
N° 1, Jalan McArthur
Bandar Seri Begawan BS 8711
Tél. : 011-673-222-0043
Télec. : 011-673-222-0040
Courriel : bsbgn-td@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/bn

CAMBODGE – voir Thaïlande

LAOS – voir Thaïlande

INDONÉSIE

Ambassade du Canada en Indonésie (couvrant la République démocratique du Timor-Leste)
World Trade Centre, 6^e étage,
Jl. Jend. Sudirman, Kav. 29
Jakarta, 12920
Indonésie
Tél. : 011-62-021-2550-7800
Télec. : 011-62-021-2550-7812
Courriel : jkta-td@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/id

MALAISIE

Haut-commissariat du Canada en Malaisie
17^e étage, Menara Tan & Tan
207 Jalan Tun Razak
50400 Kuala Lumpur
Malaisie
Tél. : 011-603-2718-3333
Télec. : 011-603-2718-3391
Courriel : klmpr-td@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/my

SINGAPOUR

Haut-commissariat du Canada à Singapour
One George Street, #11-01
Singapour 049145
Singapour
Tél. : 011-65-6854-5900
Télec. : 011-65-6854-5915
Courriel : spore-td@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/sg

THAÏLANDE

Ambassade du Canada en Thaïlande (couvrant le Cambodge et le Laos)
15^e étage, Place Abdulrahim
990 rue Rama IV
Bangkok 10500
Thaïlande
Tél. : 011-66-2-636-0540
Télec. : 011-66-2-636-0568
Courriel : bngkk-td@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/th

PHILIPPINES

Ambassade du Canada aux Philippines (depuis Manille, l'ambassade couvre Guam, les îles Marshall, la Micronésie, les îles Mariannes du Nord et Palau)
RCBC Plaza
6819 Ayala Avenue Niveau 8, Tour 2
Makati City, Metro Manila
0707
Philippines
Tél. : 011-63-2-857-9149
Télec. : 011-63-2-843-1080
Courriel : infocentre-manila@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/ph
Autre URL : philippines.gc.ca

VIETNAM

Ambassade du Canada au Vietnam
31, rue Hung Vuong
Hanoi, Vietnam
Tél. : 011-84-4-3734-5000
Télec. : 011-84-4-3734-5049
Courriel : vietnam-infocentre@international.gc.ca
Site Web : www.tradecommissioner.gc.ca/e-f/vn/index.htm

ANASE

Secrétariat de l'ANASE
70A Jl. Sisingamangaraja
Jakarta 12110
Indonésie
Site Web : www.aseansec.org
Autre URL : www.aseansec.org/contact_us

COORDONNÉES

Siège social d'EDC

150, rue Slater
Ottawa ON K1A 1K3
Canada

Représentants d'EDC à l'étranger

Vous trouverez la liste intégrale des bureaux à l'étranger à la page des [représentants à l'étranger](#).

Pour un complément d'information

www.edc.ca/solutions

This document is also available in English.